No 14 — 15 septembre au 28 septembre 1977

3 F

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL
Supplément à l'Humanité rouge No 726

UN AN DE PLAN BARRE



L'école d'Haby p. 7-8



Les lecteurs ont la parole

«... Que se passe-t-il réellement en Chine populaire ? Voilà une question qui doit revenir souvent dans votre courrier, je pense.

»Donnez-nous vite la réponse dans l'Humanité rouge, si vous avez des éléments».

(Boulogne-sur-Mer)

«... Le deuxième article que je critique est celui sur «Triomphe de la ligne prolétarienne du président Mao». (Le premier article concerne la Corse –NDLR).

»En effet, après la réhabilitation de Teng, de nombreuses questions sont posées : en quoi les anciennes critiques étaient fausses et en quoi sont-elles dépassées ? Le président Mao avait adressé des critiques à Teng, s'est-il trompé, sont-elles dépassées, Teng a-t-il fait une autocritique et sur quelles bases politiques est-il réintégré ? (...)

Le peuple français a une grande admiration pour la Chine, son peuple et ses dirigeants.

Pour faire face aux attaques de tous les plumitifs de gauche comme de droite qui cherchent à saper cette confiance, notre journal ne doit pas avoir peur de répondre à toutes les questions posées par un événement, il ne doit pas avoir peur de fournir sa position la plus précise et de reconnaître ses erreurs éventuelles».

(Rosny-sous-Bois)

A l'époque de la destitution du camarade Teng Siao-ping, c'est la bande des Quatre qui tenait en main les moyens d'information, trafiquait la vérité dans la presse et cela dans un but malhonnête.

C'est un fait aussi que les Quatre s'étaient forgés une image de révolutionnaires, de grands chefs de la Révolution culturelle. De même qu'ils avaient des théories très à gauche en apparence, trompeuses, mais en fait fausses et dangereuses, comme nous l'avons expliqué dans l'article auquel notre lecteur se réfère.

Aujourd'hui, peu à peu, la presse chinoise commence à rétablir la vérité sur ces faits et sur la ligne politique que suivaient les Quatre. L'essentiel a été dit, l'affaire est largement éclaircie. Mais c'est un travail qui n'est pas fini.

Toutefois, les textes publiés sur la question sont déjà très explicites pour se faire une idée. Notre idée, nous l'avons exprimée dans l'article critiqué. Nous l'avons exprimée lors du XIe Congrès du Parti communiste chinois, nous y revenons dans ce numéro.

Nous avons aussi des témoignages d'amis de la Chine qui ont visité ce pays récemment. Tous concordent entre eux et concordent avec notre analyse. Nous en publions un dans ce numéro.

Enfin, chaque personne honnête peut voir que la ligne fondamentale du président Mao Tsé-toung, celle qui a fait de la Chine un pays socialiste puissant et indépendant, reste la ligne du Parti communiste chinois : continuation de la lutte des classes sous le socialisme, analyse des trois mondes, condamnation de l'URSS et des USA comme principaux ennemis des peuples, etc. Nous avons publié de larges extraits du rapport du président Houa Kouo-feng au XIe Congrès, qui permet de juger de cela ; dans ce numéro, nous expliquons le voyage de Tito à Pékin.

Notre confiance en la Chine (notre lecteur relève à juste titre combien le peuple de France a confiance dans la Chine populaire) repose avant tout sur le fait que nous constatons que la Chine, son Parti communiste, s'en tiennent aux principes du marxisme-léninisme.

Notre lecteur peut en être persuadé comme nous le sommes nous-mêmes : le bilan de l'activité du camarade Teng Siao-ping a été examiné au sein du Parti communiste chinois, dans le cadre du centralisme démocratique, comme cela se passe pour tout communiste. Il faut d'ailleurs remarquer que la bande des Quatre n'a jamais réussi à faire en sorte que le camarade Teng Siao-ping soit exclu du Parti !

Notre lecteur a raison aussi de dire qu'il faut répondre à toutes les questions que se posent les lecteurs. Mais attention : à l'heure actuelle, c'est bel et bien, comme le dit la lettre, la presse de droite et de gauche qui cherche à semer le doute sur la Chine populaire. Or, répétons-le, les choses sont aujourd'hui suffisamment claires et explicites pour que chaque homme honnête puisse juger. Notre opinion, nous l'avons à ce sujet exprimée clairement et sans ambages.

(Suite page 31)

POUR SAVOIR ET COMPRENDRE CE QUI SE PASSE EN CHINE

La République populaire de Chine publie trois revues :

PEKIN INFORMATION : revue d'actualité chinoise et internationale, de contenu assez théorique par rapport aux deux autres revues.

LA CHINE
LA CHINE EN CONSTRUCTION

L'Association des amitiés franco-chinoises a publié un dossier très intéressant et très clair :

«A PROPOS DE TENG TSIAO-PING» qui permettrait sans doute de répondre à bien des questions de nos lecteurs.

L'Humanité rouge a publié une brochure intitulée

«LA CHINE RESTE ROUGE», compte-rendu très vivant d'un récent voyage en Chine.

Enfin, nous avons déjà recommandé à nos lecteurs le livre d'Alain Bouc, ancien journaliste au «Monde», qui a longtemps séjourné en Chine :

«LA CHINE A LA MORT DE MAO».

Nos lecteurs peuvent commander ces revues, brochures et livres à la librairie «Les Herbes sauvages», 70, rue de Belleville, 75020 Paris.

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Journal des communistes marxistes-léninistes de France

Dans ce numéro



Rentrée scolaire : Haby-le-prestidigitateur

«Nous étions en Chine lors du XIe Congrès»





SPORT

Rencontre avec deux championnes de France d'aviron

L'Humanité rouge
BP 61
75361 Paris Cédex 18
CCP – 30 226 72 La Source
Commission paritaire No 57952

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef* : Henri Jour. *Rédacteurs* : Michel Bataille, Annie Brunel, Léon Cladel, André Colère, Jacques Duroc, Joël Fabien, Serge Laforge, Guy Le Breton, Philippe Leclerq, Évelyne Le Guen, Fernand Lenoir, Jean Nestor, Lucien Nouveau. *Secrétaire de rédaction* : Claude Liria. *Maquette et illustration* : Alexis Vert et Jean-Luc Boyer. *Dessinateurs* : Sylvestre et Lucha. *Administration*: Arthur Lepuy, Henri Bernard. *Imprimerie La Nouvelle*. Direction de publication : Suzanne Marty.

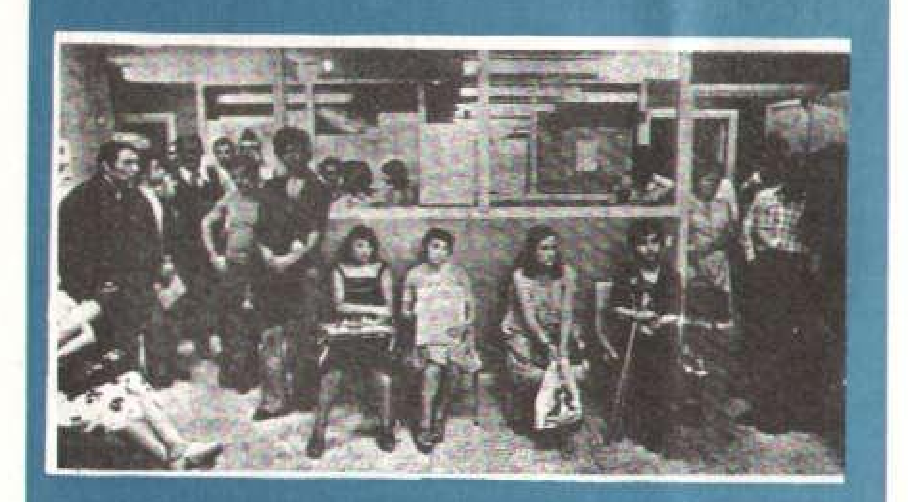
10,1% d'inflation 1 400 000 chômeurs

UN AN DE PLAN BARRE

Septembre 76 — septembre 77, une année de Plan Barre. Le premier ministre se déclare satisfait, le patronat aussi, Giscard félicite son super-ministre. Pourtant les chiffres sont là : les prix ont augmenté de 10,1 % de juillet 76 à juillet 77, le chômage de 25 % en un an, il atteint 1 400 000 personnes (chiffres syndicaux)



Face au désespoir et à la misère que crée le chômage, la seule solution, c'est l'organisation des chômeurs et le soutien des autres travailleurs.



Barre définit son plan de la manière suivante : «Pas de relance globale, mais des actions ponctuelles».

La tactique Barre

En 1975, le plan Chirac avait consacré 5 milliards de francs à la consommation, 15, 9 milliards aux entreprises et 9,6 milliards aux dépenses publiques. Il parlait de «relance».

En 1977, le plan Barre prévoit 1,5 milliards à la consommation, un milliard aux entreprises et 3 milliards aux dépenses publiques. Soit un total de 5,5 milliards contre 30,5 milliards lors du plan Chirac (chiffres officiels).

La logique de Barre est au fond la suivante : on ne peut s'attaquer valablement aux causes de l'inflation, la crise est générale et profonde, cherchons au moins à bloquer artificiellement le processus de récession économique et à en tirer des profits pour les monopoles.

Le plan Barre consiste donc, *en apparence*, à ne pas sortir trop d'argent, à demander aux monopoles de se modérer, car, nous dit-on, une trop grande masse monétaire en circulation augmenterait l'inflation. A l'entendre, tout le monde doit se serrer la ceinture, patron et ouvrier, et après ça ira mieux !

Des milliards pour les monopoles

Barre prévoit ce qu'il appelle «des mesures de soutien à l'activité». En termes clairs, le conseil des ministres de fin juillet a accordé comme «soutien» : 1,4 milliard pour le bâtiment et les travaux publics, 1 milliard de prêt au Crédit national pour les investissements dits «créateurs d'emplois», il a abaissé le taux d'escompte (9,5 %) et le taux de base des banques (9,3 %).

A qui profitent ces mesures ? C'est bien simple, Ceyrac, le patron des patrons, se déclare «satisfait», tandis que pour ce qui est des «créations d'emplois», 55 % des patrons déclarent qu'ils refusent d'embaucher des jeunes et plus particulièrement dans les secteurs les plus en crise auxquels Barre distribue des milliards : bâtiment par exemple (sondage du Journal du dimanche»).

On voit déjà qu'il n'y a pas eu de «serrez-vous la ceinture» pour les monopoles et que «nos» patrons ne seront pas mis sur la paille par les

(suite à la page 6)

DECLARATION DU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE DE FRANCE

Le Président Mao Tsé-toung vivra à jamais

Il ya un an, le 9 septembre 1976, mourait le président Mao Tsé-toung. Cette perte cruelle fut ressentie non seulement par le peuple chinois, mais par tous les communistes et les peuples révolutionnaires.

La tristesse qui ce jour-là s'abattit sur nous n'eut d'égal que l'extraordianire ampleur de l'hommage mondial rendu à ce géant de l'histoire, à celui qui fut et demeure le plus grand continuateur de l'œuvre de Marx, Engels, Lénine et Staline.

Ce jour-là, comme le peuple chinois, nous avons fait le serment de transformer notre douleur en lutte, de suivre à jamais son exemple et de lever bien haut le grand drapeau rouge du marxisme-léninisme et de la pensée maotsétoung.

Nous disions alors *«il vivra à jamais»*, nous pouvons dire aujourd'hui *«il vit»*. Il vit dans l'immense Chine où le peuple chinois, s'engageant dans la réalisation des grandioses objectifs du XIe Congrès du Parti communiste chinois, poursuit son œuvre après avoir balayé sous la direction du président Houa et du Comité central du PCC, la sinistre bande des Quatre qui avait trahi cet enseignement fondamental et universel du président Mao : *«Pratiquer le marxisme et non le révisionnisime, travailler à l'unité et non à la scission, faire preuve de franchise et de droiture et ne tramer ni intrigues, ni complots»*.

Il vit chez tous les marxistes-léninistes véritables qui ont fait du marxisme, du léninisme et de la pensée maotsétoung leur guide pour l'action.

Le président Mao n'a pas seulement appliqué victorieusement le marxisme-léninisme aux conditions concrètes de la Chine, il l'a développé, lui a fait des apports fondamentaux et l'a porté à des sommets jamais atteints. Combiner la vérité universelle du marxisme-léninisme et de la pensée maotsétoung avec la pratique concrète de la révolution dans leur pays respectif, voilà la seule et unique voie qui peut conduire les communistes, les prolétariats et peuples révolutionnaires du monde à la victoire.

Chaque fois que les communistes s'en tiendront au marxisme-léninisme et à la pensée maotsétoung, ils remporteront des succès et chaque fois qu'ils s'en éloigneront, ils connaitront des échecs.

Le président Mao, consacrant toute son énergie jusqu'à son dernier souffle à la cause de la révolution mondiale, est un brillant modèle de dévouement aux intérêts du peuple. Il est un brillant modèle dans sa volonté de se lier intimement aux ouvriers et aux paysans, dans sa volonté de chercher toujours par des enquêtes dans les masses et l'étude approfondie la vérité dans les faits.

Le président Mao nous a montré la voie en déclenchant dans le mouvement communiste international la grande lutte contre le révisionnisme moderne ayant pour centre les révisionnistes soviétiques, il a encouragé ainsi la création de nombreux partis authentiques. En même temps, il nous appris à préserver leur unité en respectant l'indépendance et la souveraineté de chacun.

Sue le plan théorique et politique, il a développé le marxisme-léninisme dans tous les domaines de la philosophie, de l'économie politique, du socialisme scientifique. Dans la période du socialisme après avoir étudié consciencieusement l'expérience historique de la dictature du prolétariat en URSS et fait un bilan scientifique de l'œuvre du camarade Staline, il a fondé la théorie de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat, en soulignant que la lutte de classe se poursuit sous le socialisme. Il a déterminé pour cela de justes méthodes pour résoudre les contradictions au sein du peuple en les distinguant clairement de celles avec l'ennemi, en déclenchant avec audace la Grande révolution culturelle prolétarienne, détruisant les trois quartiers généraux de Liou Chao-chi, Lin Piao et la bande des Quatre, destinée à renforcer la dictature du prolétariat, prévenir le révisionnisme et éviter la restauration du capitalisme.

Sur le plan de l'édification du Parti marxiste-léniniste, le président Mao nous a enseigné qu'elle ne peut se faire qu'à travers la lutte de ligne et les luttes idéologiques actives. Il nous a appris qu'il ne fallait pas avoir peur de ces luttes, qu'il ne fallait pas les étouffer, tout en exigeant le respect des principes d'organisation et la discipline du Parti.

Enfin, quelques années avant sa mort, en 1974, appliquant la méthode de l'analyse de classe, le président Mao nous a donné la théorie des trois mondes qui indique clairement la voie à suivre sur le plan international pour remporter la victoire dans la révolution, distinguer l'ami de l'ennemi, les ennemis principaux des forces intermédiaires.

A l'occasion du 1er anniversaire de la mort du président Mao, le Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste de France appelle tous les membres du parti, tous ceux qui en France se réclament du marxisme-léninisme et de la pensée maotsétoung, à ne jamais abandonner la voie tracée par le président Mao et à renforcer leur étude des grands classiques du marxisme-léninisme que constituent les œuvres du président Mao.

Il adresse aux communistes chinois et au peuple chinois frère ses plus chaleureuses félicitations pour les succès remportés depuis un an sous la direction du président Houa et du Comité central du Parti communiste chinois.

Le président Mao Tsé-toung vivra à jamais !
Vive le marxisme-léninisme et la pensée maotsétoung!

Le 9 septembre 1977
Le Comité central du PCMLF

10,1% d'inflation 1 400 000 chômeurs

UN AN DE PLAN BARRE



(suite de la page 4)

«sacrifices» que leur demande, parait-il, le plan Barre !

Une politique antipopulaire

Par contre, le plan Barre est bien un plan d'austérité... pour les travailleurs. Ainsi, Barre déclare dans «le Point» de fin août : «J'ai reçu l'autre jour des experts économiques internationaux. Je leur ai exposé les grandes lignes de notre situation économique. L'un d'eux m'a dit : *«Quel est le rythme de l'augmentation de vos salaires ? C'est la seule question qui nous importe, a-t-il ajouté, les pays qui lâchent sur ce point-là ne tardent pas à couler»*. Eh bien, commente Barre, sur tous ces plans, la tendance est renversée».

9 MILLIARDS DE DEFICIT

Le projet de budget de 78, adopté par le conseil des ministres, fut présenté avec un déficit de 8,9 milliards de francs, contrairement aux 8 budgets précédents qui, eux, étaient présentés avec un excédent.

Les dépenses représenteront (selon Barre) 398 milliards 260 millions de francs et les recettes 389 milliards 710 millions. Ceci pour les opérations dites «à caractère définitif». Pour les opérations dites «à caractère temporaire», le déficit prévu est de 350 millions de francs.

C'est la vieille idée que l'augmentation des salaires accentue la crise, car elle diminue les bénéfices des entreprises et augmente la consommation des travailleurs, donc l'inflation ! Conclusion : bloquons les salaires

LA CRISE EN EUROPE

La crise est bien une crise générale du système capitaliste. Elle touche aussi les pays capitalistes à gouvernements dits de gauche. Voici les chiffres pour l'Europe de l'Ouest (chiffres officiels).

	PRIX	CHOMAGE
Belgique	Plus 7,2 % de juillet 76 à juillet 77	239 200 chômeurs : 6,4 % de la population active
Danemark	Plus 10,7 % en un an	147 500 chômeurs : 5,5 % de la population active
Suède	Plus 13,1 % de juillet 76 à juillet 77	69 000 chômeurs : 1,6 % de la population active
Pays-Bas	7,5 % en un an	201 400 chômeurs
Allemagne	Plus 4,3 % en un an	972 600 chômeurs : 3,7 % de la population active
Italie	Plus 18,8 % en un an	1 500 000 chômeurs
Grande-Bretagne	Plus 17,6 % de juillet 76 à juillet 77	1 450 000 chômeurs : 6,1 % de la population active
Irlande	Plus 13,9 % en un an	109 000 chômeurs : 9,6 % de la population active

On peut lire aussi dans le communiqué du Conseil des ministres du 31 août : «En ce qui concerne les rémunérations, leur modération demeure un facteur essentiel de la réduction de la hausse des prix, d'une amélioration durable de l'emploi et du rétablissement de l'équilibre extérieur. Le principe du maintien du pouvoir d'achat reste donc de rigueur». Maintien du pouvoir d'achat, les travailleurs jugeront... Le budget 78 ne prévoit-il pas une augmentation de la vignette-auto, de l'essence, etc.

Les attaques de Barre et Cie ne s'arrêtent pas là, on se souvient des attaques du premier ministre à Colmar contre «les chômeurs milliardaires». D'un côté, on prétend se soucier du chômage, d'un autre il augmente sans cesse et on accuse les chômeurs de ne pas vouloir travailler.

Le plan Barre, ce ne sont pas les monopoles qui l'ont payé. Ce sont les travailleurs de notre pays. Il n'y a pas de «blocage des cadeaux aux monopoles», mais il y a bel et bien blocage des salaires et hausse des prix, donc diminution du niveau de vie des travailleurs. Le plan Barre, c'est ça.

Philippe LECLERQ

Rentrée scolaire

Haby-le-prestidigitateur



Dans toute la France, la jeunesse scolaire s'est lancée dans la lutte contre la réforme Haby

Une rentrée sans histoire, c'est ainsi que Haby le ministre de l'Education nationale a annoncé la rentrée scolaire 1977 : nombreux sont ceux qui s'aperçoivent qu'il n'en est rien. Parce que, pendant plusieurs semaines, des postes d'enseignants resteront vides en attendant d'être comblés par la main d'œuvre temporaire appelée auxiliaires, parce que, quoiqu'en dise le ministre, la rentrée pèsera plus lourd que d'habitude sur le budget des familles populaires (plus 9%), parce que, enfin, l'année 1977 verra l'entrée en vigueur de la réforme Haby destinée à aggraver la sélection...

Et c'est certes là la question la plus importante pour beaucoup de travailleurs. Des sacrifices pour l'éducation des enfants on en fait... car dans la société de classes où ceux qui ont de l'argent ont le pouvoir, le seul moyen d'échapper à sa condition, de grimper dans la hiérarchie, c'est d'avoir fait des études, c'est du moins ce qu'ils racontent, ceux qui tiennent le pouvoir... En réalité, rien ne change à l'issue de la scolarité, globalement il n'y aura pas de mobilité d'une classe sociale à une autre.

Les chiffres et les faits sont là (voir le tableau). Alors, quelle conclusion tirer de tout cela ? Les enfants des classes populaires seraient moins «intelligents», moins capables que les enfants de la bourgeoisie : c'est ce que dit la grande bourgeoisie qui a besoin de justifier sa domination comme autrefois les rois avaient besoin d'être choisis par dieu, il n'y aurait pas de doute à avoir là dessus. Pour les penseurs de la petite bourgeoisie, il s'agirait en fait de modifier le système scolaire pour donner «des chances égales à tous.»

Un beau vernis

La réforme Haby reprend cette idée mensongère : c'est d'ailleurs sur cet aspect de la réforme que les services de propagande gouvernementale mettent l'accent. Cette année il s'agira de deux mesures :

— l'instauration de deux vitesses à l'école primaire : une année d'apprentissage de la lecture pour les enfants de six ans (voire de cinq ans !) les plus «doués» ; et deux années pour les autres.

— la suppression des différentes filières à l'entrée en 6e : tous les élèves du premier cycle du secondaire recevraient le même enseignement et des heures de «soutien» seraient instituées pour les retardataires en mathématiques et en français.

Voyons maintenant ces mesures l'une à une.

Gratter la couche

L'apprentissage de la lecture à l'école primaire a toujours eu une grande importance dans la scolarité d'un élève : des études menées par des experts bourgeois montrent que les enfants qui ont eu des difficultés dans ce do-qui ont eu des difficultés dans ce domaine au début connaissent presqu'immédiatement la longue suite des «échecs scolaires» par la suite.

L'idée astucieuse d'Haby consiste à supprimer le redoublement du cours préparatoire en le remplaçant par un cours préparatoire en deux ans pour certains : un vrai tour de passe-passe. Car chacun peut comprendre aisément que les élèves se diviseront en deux catégories : les uns rapides, les mauvais les lents. A cela il faut ajouter que pour des éléments qualifiés de doués à à la maternelle, l'entrée en primaire pourra se faire dès l'âge de cinq ans ! Or, la maternelle n'étant pas obligatoire, de très nombreux enfants dans les quartiers populaires ne peuvent y avoir accès faute de place, ce qui n'est évidemment pas le cas dans les quartiers bourgeois.

Mais surtout, la principale raison de discrimination sociale dès l'enfance tient au fait que pour de multiples raisons liées à l'abrutissant esclavage



Haby-le-prestidigitateur

des distinctions continueront à être faites de façon camouflée derrière la numérotation des classes.

La 6e 3 regroupera à coup sûr des élèves qualifiés de moins doués que ceux de la 6e 1. En janvier 1977, un journaliste du journal «Le Monde» enquêtant au CES Paul Éluard à Garges-les-Gonesse dans la région parisienne remarquait : *«Officiellement, depuis l'an dernier, on a supprimé les sections. Mais chacun sait qu'il vaut mieux être élève de telle troisième que de telle autre, et que la qualité du travail n'est pas la même partout».*

D'ailleurs Haby lui-même anonnce la couleur lorsqu'il annonce :

«Les bons élèves ne seront pas désavantagés,. D'abord, ils peuvent commencer plus tôt que leurs camarades les études secondaires : commencer à onze ans – et parfois même à dix – ce que d'autres commenceront à douze ans ou même à treize, cela devrait permettre aux plus actifs, sur le plan intellectuel, de s'épanouir un peu plus tôt que les autres.»

Rappelons-le, les «bons élèves» sont statistiquement, à l'écrasante majorité, issus des couches aisées, pourtant minoritaires dans la société...

Bien plus qu'une simple réforme scolaire

Mais les premières mesures de la réforme Haby ne s'arrêtent pas là. La presse a fait grand tapage autour de la création d'un dossier scolaire dès le cours préparatoire.

Dès l'âge de six ans, l'enfant sera déjà fiché ; ça c'est pour le côté méthodique de la sélection : on inscrira par exemple des remarques sous la rubrique «sens des responsabilités», ainsi pourra-t-on déceler chez l'enfant de 6 ans le futur délinquant, le futur contestataire, et à l'inverse celui qui aura un «sens civique développé».

On voit ici clairement la dimension politique de la réforme Haby ; l'école n'est pas simplement un gigantesque instrument de la reproduction des classes, elle n'est pas seulement un instrument de formation des esclaves salariés selon les besoins de l'économie capitaliste, elle est aussi un instrument de la dictature bourgeoise sur la classe ouvrière et les masses populaires.



salarié, l'apprentissage de la lecture est un critère qui défavorise les enfants de familles ouvrières. Les responsables du gouvernement bourgeois chargés de l'éducation cherchent par tous les moyens à masquer cette réalité : c'est ainsi que parlant des enfants de cinq ans, le texte de loi de la réforme Haby déclare : *«La formation qui est dispensée dans les maternelles favorise l'éveil de la personnalité des enfants. Elle tend à prévenir les difficultés scolaires, à dépister les handicaps et à compenser les inégalités.»*

A quand les pouponnières où l'on sélectionnera les «personnalités» qui vont s'épanouir et celles qui seront «handicapées» ?

L'art de ne pas appeler les choses par leur nom

Mais quittons le primaire où tout est déjà joué... Que deviendront les enfants au sortir du cours moyen deuxième année ? Tous rentreront au collège d'enseignement secondaire, déclare Haby et il ajoute discrètement : «sauf un certain nombre» (entre 8 % et 10 %). *«En n'acceptant, en première année de collège que des élèves qui ont suivi avec fruit le cours moyen deuxième année on doit alléger l'effectif des sixièmes, et en retirer des élèves qui ne sont pas prêts à absorber le tronc commun, puisqu'ils n'ont pas achevé leur formation primaire...»*

Qui sont ces élèves dont parle Haby et que deviendront-ils ? Ce sont en général ceux qui vivent dans les conditions les plus difficiles, car même parmi les familles ouvrières, il y a des différences.

Des enfants de familles très nombreuses et misérables, des enfants de travailleurs immigrés, des enfants déjà durement éprouvés par la vie. Ceux-là iront dans des sections d'éducation spécialisée, classes «poubelles» où sont actuellement envoyés ceux que la bourgeoisie appelle de «légers débiles»... juste bons à devenir manœuvres.

Ne vous imaginez pas que la sélection s'arrête là...

Au collège aussi le tri va se faire. En principe, tous sont égaux. On a déjà enterré les classes pratiques, les classes de transition, les classes de type deux et trois aujourd'hui on enterre les classes de type «allégé». Est-ce vraiment l'égalité ? En réalité,

Pour quelle école ?

L'égalité devant l'enseignement entre oppresseurs et opprimés est un leurre. Seule, la disparition des classes sociales établirait une égalité effective entre tout. Entre-temps, il n'y a pas d'autre issue que la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat qui favorisera, elle, délibérément la majorité contre la minorité : cela passe sur le plan matériel par la libération sociale des travailleurs qui donnera les moyens aux enfants – et pas seulement à eux – d'apprendre effectivement dans de bonnes conditions ; et sur un plan idéologique, cela passe par un bouleversement complet du contenu de la formation et des critères de sélection : l'origine sociale ouvrière, semi-prolétarienne ou paysanne pauvre ainsi que l'esprit révolutionnaire devenant des critères importants. C'est cette idée que, pour leur part, les marxistes-léninistes, populariseront tout en combattant toutes les formes de l'oppression bourgeoise à l'école.

Henri JOUR

L'aveu de Marchais

«NOUS N'AVONS PAS D'AUTRE SOLUTION»

«Nous n'avons pas d'autre solution, pour faire avancer les choses que de nous adresser à vous, comme nous l'avons toujours fait, pour que vous interveniez sur ces questions qui concernent votre vie, votre avenir». Ainsi parle Marchais dans le numéro spécial de l'Humanité du 5 septembre.

Aujourd'hui on distribue les positions du PCF à 6 millions d'exemplaires, avec comme titre : «Pas de secret pour vous». Mais cela est insuffisant pour faire oublier quelle est la véritable attitude des dirigeants du PCF face aux travailleurs.

Dans les luttes

Prenons les luttes de cet été. 60 000 manifestants à Malville, la police tue.

Par ailleurs, 50 000 manifestants au Larzac , *les dirigeants du PCF (qui appellent à ne pas participer à la manifestation) ont depuis longtemps condamné cette lutte.* 16 mois de grève à LIP, on se souvient que l'an dernier, *le dirigeants du PCF ont condamné les LIP* qualifiés «d'aventuristes».

Et aujourd'hui Marchais prétend faire appel aux travailleurs pour qu'ils prennent en main leur destin, en ajoutant «comme nous l'avons toujours fait». En fait, dans les exemples cités et dans bien d'autres encore, les dirigeants du PCF se sont mis contre les travailleurs. Alors que se passe-t-il ?

Prenons un autre exemple.

Dans les revendications

Les dirigeants du PCF ont longtemps été partisans de la hiérarchie maintenue des salaires. La direction CGT ne voulait même entendre parler que d'augmentations hiérarchisées. Cette politique favorisait de façon évidente les cadres.

Aujourd'hui l'Humanité nous parle d'une hiérarchie réduite de 1 à 5, de SMIC à 2 200 F, de hausse différenciée jusqu'à 8 800 F, de maintien du pouvoir d'achat jusqu'à 12 000 F et de fiscalité sur les hauts revenus. Bref, une politique qui se veut «pour l'ouvrier» : la hiérarchie devant se resserrer de façon sensible entre ouvriers et cadres moyens, de façon plus sensible encore entre ouvriers et cadres supérieurs.

Précisons bien qu'il ne s'agit que de promesses...



Devant les patrons et devant les ouvriers.

Les Marchais et Cie ont beau condamner les manifestations de Malville, Naussac, etc. ils ont beau condamner les LIP, ces luttes se développent et elles continuent, malgré eux, parfois même contre eux. Échec des dirigeants du PCF.

De même, ils ont beau essayer par tous les moyens d'imposer des augmentations hiérarchisées ou le respect de la hiérarchie, ces idées restent impopulaires. De nombreux ouvriers maintiennent leurs revendications d'augmentations égales pour tous. Échec des dirigeants du PCF.

Grosse manœuvre

Cela les porte à réfléchir ! D'autant plus que d'un autre côté, ils sont empêtrés dans leurs contradictions avec le PS. Alors Marchais change de tactique. Il déclare soutenir les LIP par exemple ; il lance de grands appels émus aux travailleurs «comme nous l'avons toujours fait». Il n'a pas d'autre solution...

On ne peut donc prêter foi à ces belles paroles de l'Humanité. Tout ce que veut Marchais, c'est regagner un peu de la confiance que le PCF a perdue aux yeux des masses. Et cela lui serait bien utile dans le cadre des élections face à son compère et rival, le PS.

Mais le procédé est trop gros. Les travailleurs n'ont pas la mémoire courte. De quel côté est un parti politique, c'est une question qui se juge dans les faits. Or dans les faits le PCF a bien montré qu'il n'était pas du côté des ouvriers, des travailleurs.

Philippe LECLERQ

En bref

La pêche côtière dans le Nord-Finistère

Le petit patronat de la pêche côtière subit la mainmise des mareyeurs sur le marché du poisson et doit pour survivre soumettre les matelots (2 à 6 par bateau) et se soumettre lui-même à des conditions de travail très dures : parfois 15 h et plus, de travail par jour y compris les week-end.

Vu les moyens matériels, la zone de pêche est peu étendue et se situe au large d'Ouessant.

Vu leur nombre et leur mode de pêche (destinée à la fabrication de farine de poisson), ils mettent en péril l'équilibre de la faune maritime et l'existence même de cette zone de pêche donc des marins pêcheurs de la côte eux-mêmes.

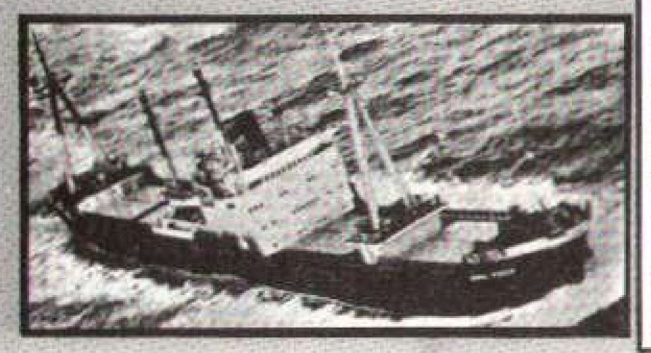
Dans les années qui viennent, les prises des pêcheurs côtiers ne vont cesser de diminuer. Les casayeurs (poseurs de casiers) pouvaient jusqu'à présent, sans trop grand risque, poser des casiers près d'Ouessant, les pêcheurs côtiers respectant les zones signalées par des bouées.

Les chalutiers russes, eux, pêchent souvent de front, c'est-à-dire 30 ou 10 avançant ensemble, côte à côte, et ne se soucient aucunement des bouées posées par les casayeurs ni même parfois de la présence de petites embarcations ; il ne reste plus comme solution aux casayeurs que de quitter cette zone ou alors de courir le risque de perdre tout le matériel. La même chose attend à court terme les pêcheurs côtiers.

Les chalutiers russes allient bien sûr pêche et espionnage ; ils surveillent les mouvements de navires de guerre de l'impérialisme français basés à Brest.

La bourgeoisie française et sa marine nationale ne prennent pas les moyens d'empêcher les chalutiers russes même non autorisés à pêcher, de s'infiltrer dans les eaux territoriales.

C'est un signe de compromis avec le social-impérialisme et de capitulation face à une superpuissance.



Apalategui libéré

Devenu le symbole de la lutte du peuple basque, du combat pour l'amnistie générale des prisonniers politiques en Espagne, Miguel Angel Apalategui a été libéré, le mardi 6 septembre.

Incarcéré à la prison des Baumettes depuis le 21 juin, il avait été arrêté le 2, à Hendaye, pour sa seule qualité de militant séparatiste.

Le gouvernement espagnol avait demandé son extradition, l'accusant d'avoir participé à l'opération qui, par un pain de plastique bien placé, mit fin à la carrière du ministre de la police fasciste espagnole, Carrerro Blanco, du temps de Franco.

L'imposante manifestation, qui a rassemblé dans les rues de San Sébastian, Pampelune et Vittoria près d'un demi-million de personnes, témoigne assez de l'intense mobilisation du peuple basque.

Cette mobilisation de tout un peuple, les manifestations de soutien en France, le mois de grève de la faim totale d'Apala, sont autant de raisons, qui ont imposé le verdict du mardi 6 septembre. Cette victoire est la victoire du peuple basque et des antifascistes. Par la sévère correction qu'ils ont reçue, les quelques nostalgiques du franquisme qui ont tenté de créer quelques troubles lors du procès d'Aix, en ont su quelque chose.



Au large d'Ouessant, nouveaux méfaits des châlutiers russes

Le 2 septembre dernier, le casayeur de Lampaul-Plouarzel «Petit Fanch», alors qu'il se trouvait sur ses lieux habituels de pêche, a fait l'objet d'une attaque en règle de la part d'une flotille de chalutiers soviétiques décrivant autour de lui une sarabande, cisayant des filins, endommageant des casiers, etc. soit 12 000 F de dégâts environ.

Le même genre d'incident s'était déjà produit l'an dernier ; la bourgeoisie française, faisant démonstration de son esprit capitulard, préfère s'écraser devant le non-respect des lois maritimes et les exactions des chalutiers du social-impérialisme, qu'il s'agisse d'espionnage ou de pillage des zones de pêche.

Le PCF a, de son côté, demandé à Marchais d'intervenir auprès de Moscou... comme l'an dernier ! On en voit les effets !

Il est bien clair que seule la lutte des marins-pêcheurs et des autres travailleurs pourra faire reculer les pillards de la superpuissance russe.

Tito en Chine

Resserrer les rangs contre les superpuissances

Le président Tito vient d'être accueilli très chaleureusement en Chine, ultime étape d'un voyage qui l'a conduit précédemment en URSS et en Corée.

En lui souhaitant la bienvenue sur le sol chinois, le président Houa Kouo-feng a clairement rappelé l'objectif de cette rencontre :

Renforcement des relations d'État à État

«Cette visite permettra d'approfondir la connaissance mutuelle et l'amitié entre nos deux peuples et imprimera une nouvelle impulsion au développement des relations de coopération amicale entre nos deux pays. Elle apportera une nouvelle contribution au renforcement des peuples en lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonisme».

Pas question donc de relations de parti à parti dans cet accueil pas plus que dans les toasts échangés. Entre le Parti communiste chinois et la Ligue des communistes yougoslaves que préside Tito, les divergences demeurent, fondamentales et de principe.

Mais ces divergences, pas plus que celles qui séparent la Chine d'autres pays à systèmes sociaux différents, n'empêchent la recherche de l'établissement et du développement de bonnes relations d'État à État sur la base des cinq grands principes définis à Bandoeng.

Déjà le président Mao, en recevant en 1975 le président de l'Assemblée populaire yougoslave Bijedic, avait manifesté l'intérêt qu'il portait au developpement de bonnes relations sino-yougoslaves. Les banderoles, qui claquaient dans les rues de Pékin, à l'arrivée de Tito, confirmaient le sens profond de cette visite placée sous le signe de la lutte commune contre l'hégémonisme : *«Soutien résolu aux peuples du monde entier dans leur juste lutte contre l'impérialisme et l'hégémonisme !», «Vive la grande solidarité des peuples du monde !».*

Un accueil chaleureux

L'éclat exceptionnel de l'accueil réservé à Tito était un hommage rendu à un peuple qui a derrière lui un glorieux passé de résistance à toute agression. Au cours de la dernière guerre mondiale, pas moins de 1 700 000 partisans et patriotes yougoslaves sont tombés dans la lutte antinazie. Leur sacrifice a permis à la Yougoslavie de se libérer des envahisseurs en comptant essentiellement sur ses propres forces.

Cet esprit d'indépendance, de résistance indomptable, est toujours l'apanage du peuple yougoslave face aux ingérences et aux pressions grossières et multiples du social-impérialisme russe. Chacun sait que les maîtres du Kremlin complotent et intriguent activement en Yougoslavie dans l'espoir d'asseoir leur influence sur le pays à la mort de son chef d'État, âgé actuellement de 85 ans.

Mais, depuis longtemps déjà, le peuple yougoslave est éduqué dans ce sens. La défense nationale du pays est fondée sur la mobilisation populaire générale et le Parlement yougoslave est un des rares au monde à avoir voté une loi interdisant à quiconque, sous peine de haute trahison, le droit de signer un traité de capitulation en cas d'agression.

Tous les observateurs ont pris note de la froideur du communiqué commun signé à l'issue des entretiens de Moscou.

C'est aussi à l'un des fondateurs et l'un des plus actifs artisans des non-alignés qu'allait l'accueil du peuple chinois. Ce mouvement que le président coréen Kim Il Sung, en recevant Tito à Pyongyang, qualifiait ainsi : *«Le mouvement non-aligné, apparu sur la scène de l'histoire comme une grande force politique reflétant le puissant courant de l'indépendance, est devenu une force révolutionnaire anti-impérialiste puissante de notre époque».*

Annie BRUNEL



NOUS ETIONS EN CHINE LORS DU XIe CONGRES

Nous publions ici un témoignage envoyé par des lecteurs de notre journal, qui étaient en Chine au mois d'août lors de la tenue du XIe Congrès du Parti communiste chinois du 12 au 18 août.

Shanghaï, le 12 août

La ville revêt un air de fête. Ici on accroche des banderole ou des guirlandes lumineuses. Au coin des rues, on prépare des chars fleuris déjà ornés de drapeaux. Sur une place se dresse une estrade qui accueillera un orchestre.

A la campagne, dans chaque commune, nous voyons le même spectacle : des travailleurs calmes et souriants donnent à leur village une couleur de fête.

Avec de larges sourires les camarades chinois nous disent : «Un grand événement se prépare.» Quel événement ? Ils nous font comprendre qu'il s'agit du XIe Congrès du Parti communiste chinois. Mais rien n'est encore annoncé officiellement.

Nous quittons Changhaï quelques jours après. Dans cette ville, nous avons vu aujourd'hui une telle joie sur les visages, un tel enthousiasme au travail que notre plus grand désir est de fêter avec le peuple chinois la victoire de ce congrès historique.

Partout, inséparables dans le cœur du peuple, les portraits du président Mao et celui du président Houa Kouo-feng.

Le 16, Changcha

Chef-lieu de cette province du Hunan qui a vu naître Mao Tsé-toung et que le président Houa Kouo-feng a dirigé pendant de longues années. Tout au long de la route qui nous mène à Chaochan, le village natal du président Mao, nous voyons des paysans transporter des cochons. Spectacle insolite que ces cochons transportés dans des brouettes, ces porcelets transportés sur des vélos, à longueur de kilomètres. C'est que les paysans chinois, tout comme les paysans de chez nous, tuent le cochon pour les grandes occasions.

Le 20 au soir. Nous sommes sur la colline de Si tsiao, déjà la province de Canton. C'est alors que pendant le repas nos camarades chinois nous confient que ce soir, la télévision annoncera «une grande nouvelle», à 8 heures. A 8 heures moins 5, nous sommes devant le téléviseur.

Tout le personnel de l'hôtel est là avec nous. Quand sur l'écran nous voyons apparaître le président Houa entrant à la tribune du Congrès, tous, chinois et français, nous applaudissons.

Applaudir devant un poste de télévision nous aurait paru enfantin ou ridicule en d'autres circontances. Mais là, c'est un mouvement naturel et spontané. Durant tout notre voyage, nous avons vu 100 faits concrets, 100 preuves de ce qu'aurait été la Chine aux mains de la bande des Quatre. Pour nous à ce moment-là, applaudir Houa Kouo-feng, c'est applaudir celui qui a répondu aux aspirations des masses chinoises.

Nous sortons sur la terrasse de l'hôtel faire exploser des pétards et lancer des fusées, avec les camarades chinois. En rentrant à l'hôtel, nous entonnons un chant révolutionnaire français. Les camarades chinois vont alors chercher tout le personnel de l'hôtel et pendant plusieurs heures, les chants français et chinois se succèdent.

C'est ensemble que nous chanterons «L'Orient est rouge» et «l'Internationale». Là aussi le même sentiment de joie et de liberté que nous avons rencontré partout. Une soirée inoubliable.

Le 21, retour vers Canton.

Partout sur la route, dans le petit village de Si Tsiao, dans la ville de Fuschan, dans l'énorme cité de Canton, c'est le même spectacle.

Les travailleurs se regroupent aux portes des usines pavoisées ou sur les places décorées. Drapeaux en tête ils sillonnent les rues dans tous les sens. A peine un groupe a-t-il tourné le coin de la rue, l'on entend encore tonner les tambours, résonner les cimbales et exploser les pétards que déjà un autre groupe survient. Les différentes manifestations se suivent, se croisent, passent et repassent.

Enfin, le 22 c'est Pékin. L'énorme boulevard Tsang An qui mène à la place Tien An-men.

Pendant des heures, nous verrons défiler des centaines de milliers de personnes.

Partout, surgissent des manifestations. Toutes convergent vers la place Tien An-men, puis se déploient à nouveau dans les quartiers. Ouvriers et paysans, soldats et intellectuels, jeunes et vieux, hommes et femmes portent des fleurs ou des drapeaux. Partout, côte à côte, inséparables comme ils le sont dans le cœur du peuple le portrait du président Mao et celui du président Houa Kouo-feng. Des portraits de Chou En-lai aussi.

Banderoles et chars ouvrent la marche. Les cimbales et les tambours rivalisent avec les hauts-parleurs.



Des camions ornés de fleurs

Une armée au service du peuple, une armée qui défend la patrie socialiste et la dictature du prolétariat, une armée invincible.

Les chars sont inondés de fleurs, ornés avec amour et goût. Tout est couleur et mouvement.

Cette immense parade revêt le même caractère à la fois majestueux et bon enfant que nous avons vu en chemin. Pas de défilé au carré. Mais la même certitude tranquille d'avoir franchi un nouveau pas dans la libération de l'homme, la même confiance et le même enthousiasme devant l'avenir.

Les camarades chinois nous ont fait un grand honneur : nous avons pu manifester avec eux. C'est avec l'émotion que l'on devine que nous prenons place dans le cortège.

Tandis qu'au coude à coude avec ces centaines de milliers de travailleurs chinois nous avançons vers la place Tien An-men, nous revoyons le visage de cet ouvrier et l'usine de générateurs de Changhaï, de ce vieux paysan de Tatchaï, de ce professeur de l'Université de Pékin, de ce vétéran de la Longue marche à Canton, de tous ceux et celles qui nous ont expliqué, simplement et patiemment, comment hier la bande des Quatre avait persécuté le peuple, comment aujourd'hui un nouveau soleil se lève sur tout le pays.

Et quand nous arrivons sur l'immense place où en 1949 le président Mao proclamait la libération de la Chine du fond de nos cœurs jaillit la certitude . LA CHINE RESTERA ROUGE !

Les élections en Rhodésie

NOUVEAU COMPLOT, NOUVEL ECHEC

La situation est préoccupante actuellement pour les racistes de Rhodésie et pour les impérialistes anglais et américains qui ont des intérêts là-bas. La victoire des forces armées nationalistes ne fait plus aucun doute. Alors la Grande-Bretagne et les USA, conscients de cette réalité ont tenu à présenter un plan de sauvegarde pour limiter les dégats.

Smith a lui aussi une solution à proposer et pour la faire valoir, il a organisé des élections.

Farce électorale

92 800 personnes seulement sur une population de 6,5 millions ont pu voter et sur les 6,2 millions de Noirs, 7 400 pouvaient le faire, soit 0,3 % sur les 2,4 millions de Noirs adultes. Par contre, parmi les 270 000 blancs, 85 000 étaient enregistrés comme électeurs.

De plus, le régime raciste avait aussi décidé que sur les 66 sièges, 50 devaient être choisis par des blancs, 8 par des électeurs noirs et 8 autres désignés par un collège électoral tribal constitué de chefs de tribus et de notables noirs.

Le résultat de ces élections-bidons ne concrétise pas la victoire écrasante du parti du Smith qui obtient 50 sièges. Ces élections avaient lieu la veille de la rencontre de Smith avec Owen, le représentant anglais et Young l'américain. Le but de Smith était de montrer qu'il avait derrière lui la grande majorité de l'électorat blanc et que donc son plan était à prendre en compte.

Smith se déclare favorable à un «règlement intérieur» avec des leaders qualifiés de modérés .

N'ayant aucun appui dans le peuple, ce règlement risque de tomber très vite à l'eau. C'est pourquoi, les impérialistes anglais et américains ont quant à eux, proposé un plan pour pouvoir conserver un impact sur le pays.



Les forces armées de Libération feront voler en éclats tous les plans des impérialistes.

Le plan anglo-américain

Owen, le représentant anglais a déclaré «permettre que l'avènement de la règle de la majorité noire se fasse à la pointe du fusil serait une solution de désespoir»...

De désespoir pour l'impérialisme assurément, car il y perdrait beaucoup.

Que prévoit ce plan ?

Il prévoit le transfert progressif du pouvoir à la majorité noire par le suffrage universel. La transition prévue est de six mois durant lequel le pouvoir est à transférer à une administration provisoire dirigée par un commissaire résident britannique. Une imposante force des Nations-unies devra surveiller l'application du cessez le-feu et maintenir la liaison avec les forces armées de Salisbury actuelles et avec les forces des armées de libération .

Le «maintien de l'ordre» se fera par les forces de police locales sous l'autorité du commissaire résident anglais.

Au bout de six mois, devraient avoir lieu des élections et alors de Zimbabwe deviendrait un pays indépendant mais fortement en liaison avec l'impérialisme anglais et US qui se présentent ainsi comme des bailleurs de fonds. Bref, la catastrophe serait évitée pour ces impérialistes mais le Front patriotique n'accepte pas ce plan, pas plus que celui de Smith.

Une seule voie : la lutte armée continue

Le Front patriotique a refusé les clauses essentielles du plan anglo-américain et notamment le projet de maintien de certains éléments des forces de répression de Salisbury. De plus, il est opposé aux larges pouvoirs qui sont proposés au commissaire résident britannique ainsi qu'à la présence dans le pays des forces de l'ONU : *«Nous ne nous battons pas contre l'ONU. Donc, nous ne voyons pas quel sera le rôle de cette force. Le ZIPA (armée du peuple zimbabwe) deviendra l'armée nationale».*

Le front patriotique explique que ces conditions de paix sont destinées à amener les forces de libération à présenter leur reddition aux Britanniques et au régime de Salisbury et non à amener les racistes blancs à se rendre aux forces du Front patriotique.

Enfin, le Front patriotique a déclaré que loin de baisser les armes face au plan, la guerilla sera intensifiée contre l'administration de Salisbury.

Ce n'est qu'avec la victoire des authentiques représentants du peuple zimbabwe que sera trouvée la véritable solution.

Evelyne Le Guen

UNE CAMPAGNE ANTIALLEMANDE

Evasion spectaculaire du criminel de guerre nazi, Kappler, vague mystérieuse d'attentats antisémites, parution d'un film prétendument «objectif» sur Hitler, mais objectivement à sa gloire, série d'assassinats et d'enlèvement de personnalités en vue du pouvoir par la fameuse «fraction de l'armée rouge» ou ses disciples... L'Allemagne de l'Ouest se débat dans une crise économique, politique et idéologique de grande ampleur.

Les premiers que le nazisme essaya d'anéantir furent les communistes allemands. Ci-dessus, le camarade Thälmann, dirigeant du Parti communiste d'Allemagne.

Aujourd'hui, c'est le peuple soviétique qui subit la répression social-fasciste. Ci-contre, une prison psychiatrique en URSS.

Bien que se manifestant sous des formes différentes, cette crise est de même nature que celle qui secoue la France et les autres pays européens. Elle est le reflet des contradictions propres au système capitaliste.

Faut-il suivre pour autant ceux qui crient à tue-tête à l'émergence d'un nouveau danger nazi en Allemagne ?

Il y a des petits groupuscules de nostalgiques du IIIe Reich qui cherchent à occuper le devant de la scène. La grande presse à la solde des monopoles s'est emparée de l'affaire Kappler pour tenter d'estomper ou de justifier le passé nazi de la grande bourgeoisie ouest-allemande qui, en tant que classe, a secrété la venue au pouvoir d'Hitler.

Toutes ces manifestations d'encensement ou de justifications de la barbarie nazie doivent être impitoyablement dénoncées et combattues car il faut se rappeler l'enseignemnt de Brecht : «Le ventre est encore fécond d'où a jailli la bête immonde».

Mais, pour autant, l'affirmation selon laquelle l'État allemand est actuellement fasciste n'est pas sérieuse. L'Allemagne de 1977 n'est pas celle de 1933. Les groupuscules nazis ne représentent qu'une poignée de gens isolés. Et le peuple allemand, dans son ensemble, a suffisamment souffert du nazisme pour n'éprouver aucune sympathie pour les admirateurs déclarés du «Führer», vis à vis desquels on doit faire preuve de vigilance.

Bien entendu, la répression antiouvrière et antipopulaire existe et se développe en RFA : assassinats de manifestants par les policiers, appel à la délation organisée, chasse aux sorcières dans la fonction publique, régime inhumain des prisons...

Mais la répression n'est pas la caractéristique du seul fascisme mais aussi de cette autre face de la dictature de la bourgeoisie qu'est la «démocratie» capitaliste. Le contexte international aussi a profondément changé : l'impérialisme ouest-allemand n'est plus actuellement l'ennemi numéro un des peuples du monde.

Alors pourquoi cette nouvelle campagne antiallemande qui se déchaine actuellement et cherche à identifier l'Allemagne et le fascisme, à amalgamer le prolétariat et le peuple à la bourgeoisie allemande ?

De Marchais vociférant qu'il «ne donnera jamais la bombe aux Allemands», à Bonnet ratonnant les manifestants allemands de Malville, les tentatives de dévoyer les légitimes sentiments antifascistes des peuples d'Europe ont un but clair : créer un mur de défiance et d'hostilité entre le peuple allemand et les autres peuples d'Europe et saboter leur unité qui se forge face aux superpuissances. Elle aboutit aussi à masquer l'agressivité du pays qui a pris la succession d'Hitler et qui constitue actuellement le principal fauteur de guerre : L'URSS de Brejnev.

Dans le camp de l'ennemi

La «bande à Baader» et ses adeptes font ces jours-ci la une des journaux du capital. Ceux-ci se font un malin plaisir à les qualifier abondamment du terme de «révolutionnaires».

Il s'agit là d'une imposture. Leurs méthodes d'actions, totalement coupées des masses, leur militarisme fasciste, leur mépris des masses supposées abruties et capables de réagir uniquement sous les coups de fouet, leurs proclamations réactionnaires («Je n'ai lu ni Marx ni Mao, tout cela c'est de la merde !» A. Baader), leur absence de toute référence aux luttes et aux espoirs de la classe ouvrière, leur style de vie dégénéré, font que les adeptes de ce courant n'ont strictement rien à voir avec le mouvement ouvrier. Ils ne sont que le produit du capitalisme, les affrontements violents qui les opposent aux représentants de la grande bourgeoisie allemande se situent au sein du même camp : celui de l'ennemi.

En bref

URSS
Sionistes très désirables

Mardi matin a été inaugurée la première foire-exposition internationale du livre de Moscou. Kossyguine y a adressé un message soulignant «la conformité de cette exposition avec l'acte final d'Helsinki». Cela n'empêchait pas l'URSS d'interdire le visa d'entrée à un professeur de littérature russe du Parti révisionniste italien. Par contre, un stand était consacré à Israël. A côté du drapeau sioniste posé sur une table, les visiteurs pouvaient prendre un insigne en fer blanc sur lequel figurent un chandelier à 7 branches, le nom d'Israël en hébreu et en russe.

Les relations entre Israël et l'URSS ne cessent de progresser, l'URSS trahissant ainsi la cause des peuples palestinien et arabe.

TCHECOSLOVAQUIE
Déploiement de forces contre un concert de rock

En Tchécoslovaquie, il n'est pas bon de protester même s'il s'agit simplement de demander le remboursement d'un concert de rock annulé lors d'un festival en Bohême occidentale.

La police, puis l'armée et les gardes-frontières sont alors intervenus avec des gaz lacrymogènes et des chiens.

Bilan : une centaine de jeunes ont été blessés et il y eut treize arrestations dont celle d'un signataire de la Charte 77. Le quotidien régional du PC a dû, lui aussi, confirmer ces affrontements et arrestations.

DJIBOUTI
Boycott d'Israël

La République de Djibouti va adhérer à l'accord de défense commune arabe et appliquer le boycottage économique contre Israël. C'est ce qu'a déclaré le ministre des Affaires étrangères à la suite de l'adhésion de Djibouti à la Ligue arabe. Il a de plus ajouté : «qu'il y y ait compensation ou non, notre devoir en tant qu'Arabes est de rompre toutes nos relations avec l'ennemi sioniste» et pourtant ce boycottage affectera le port de Djibouti qui est l'une des principales activités du pays.

UN AVEU DES AUTORITES AMERICAINES
Sacco et Vanzetti étaient innocents

Le gouverneur de l'État du Massachusset a récemment déclaré que Sacco et Vanzetti, deux militants anarcho-syndicalistes exécutés il y a 50 ans, n'avaient pas eu droit à un procès «correct».

Les officiels américains sont donc forcés aujourd'hui de reconnaitre implicitement l'innocence de ces deux ouvriers révolutionnaires, exécutés le 23 août 1927, malgré des manifestations gigantesques dans le monde entier.

Hier...

Sacco et Vanzetti furent les boucs-émissaires que recherchait la bourgeoisie américaine à cette époque, au moment où elle s'était lancée dans une vaste campagne de répression contre le mouvement révolutionnaire grandissant.

Tous deux avaient immigré, en 1908, venant de petits villages d'Italie du Sud et avaient rapidement rejoint le combat révolutionnaire engagé par l'avant-garde ouvrière américaine. L'un travaillait dans une fabrique de chaussures, l'autre était ouvrier d'usine et chacun, de son côté, était actif dans les comités de soutien aux ouvriers grévistes de diverses entreprises.

Faussement impliqués dans une affaire de meurtre, ils furent arrêtés en 1920 et condamnés à la chaise électrique.

De fantastiques manifestations de soutien internationales réussiront à retarder de 7 années le bras du bourreau de l'impérialisme américain.

... comme aujourd'hui

Mais si la bourgeoisie d'aujourd'hui reconnait que ces deux martyrs révolutionnaires furent exécutés injustement, elle conserve dans ses geôles des centaines, sinon des milliers de travailleurs américains, afro-américains, puerto-ricains ou indiens dont le seul crime, comme Sacco et Vanzetti à leur époque, est de s'être révoltés contre le système capitaliste.

Ainsi, des luttes similaires à celle engagée pour arracher la libération de Gary Tyler, doivent devenir de véritables campagnes internationales de soutien aux inculpés et de dénonciation de l'impérialisme américain.

Michel BATAILLE

Foyer calédonien, 12, rue des Ecoles (Paris)
Grève contre le racisme et le colonialisme

Depuis 11 mois, les résidents du foyer calédonien de Paris ont engagé une grève des loyers pour riposter aux brimades et au racisme qui s'exerçaient.

Le foyer calédonien de Paris accueillait en principe tous les étudiants originaires de cette île lointaine, encore soumise à la colonisation française et baptisée territoire d'outre-mer. En principe, car les différentes gérantes qui se sont succédées, Mme Théâtre jusqu'en 1975 et Mme Boutroux par la suite, louaient les chambres à la tête du client, refusant systématiquement d'héberger des Kanaks (*) (sauf ceux qui étaient recommandés par le vice-rectorat ou la direction de la société «Le Nickel».)

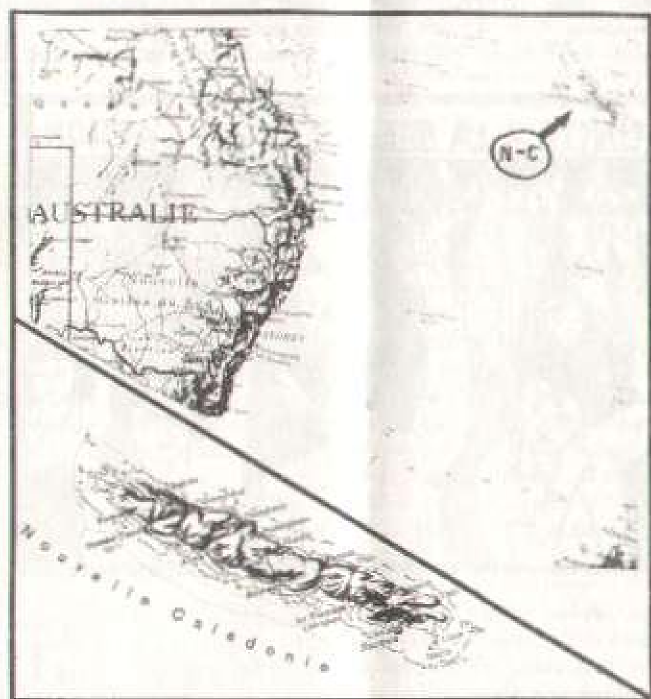
En effet, la colonisation de la Calédonie a eu pour conséquence de peupler l'île à 50 % de non-indigènes. D'autre part, l'exploitation du nickel, essentielle activité industrielle de l'île, retient sur place les gros intérêts du capital monopoleur lié à la famille Rotschild. Qui est mal vu des dirigeants de la société «Le Nickel» est mal vu des autorités coloniales.

Racisme et paternalisme

En plus du racisme, les gérantes citées plus haut assuraient elles-mêmes le choix des émissions télévisées que les étudiants devaient regarder et n'autorisaient que des périodiques réactionnaires français (l'«Expansion», le «Nouvel économiste», «Lui», «Jours de France») et des journaux calédoniens liés à l'administration.

Les gérantes ne se gênaient pas également pour pratiquer la spéculation sur les prix des chambres laissées libres par les étudiants en vacances ou en week-end.

Par contre, elles tentaient de s'opposer par tous les moyens à la présence de soldats kanaks incorporés dans l'armée française, pendant leurs permissions ou détentes à Paris et exigeaient que tous les visiteurs laissent leur carte d'identité au gardien !



La lutte

C'est ainsi que, le 22 octobre 1976, la gérante prétend expulser du foyer des soldats kanaks en train de dîner avec des compatriotes étudiants. Pour obtenir l'aide de la police, elle déclare que les Kanaks veulent la tuer et violer sa fille et réussit à faire embarquer un résident, M. Wabet. Alors c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase et le 28 octobre, de la même année, l'Association des Calédoniens en France (ACF) décide d'occuper pacifiquement le foyer. L'unité est vite réalisée avec les étudiants kanaks et la majorité des résidents kanaks. Une plate-forme revendicative est aussitôt élaborée et une demande d'entrevue avec l'administration exigée sur cette base.

Les autorités choisissent la fuite et la gérante plie armes et bagages, et le personnel la suit.



L'objectif est de laisser pourrir l'état des lieux en coupant les subventions. Aussitôt, l'ACF avec les résidents élisent et organisent un comité de gestion qui va prendre en charge toute l'organisation et l'administration du foyer.

La répression

Aussitôt, le vice-rectorat et la société «Le Nickel» coupent les vivres aux étudiants boursiers. L'administration demande à la justice l'expulsion des résidents qui ont décidé la grève illimitée des loyers. Les résidents, de leur côté, cherchent à organiser le soutien à Paris et dans l'île. Un embryon de comité de soutien, encore trop faible, est mis sur pied dans ce but, tandis que dans l'île les municipalités conquises par les indépendantistes kanaks décident d'envoyer de l'argent aux grévistes. La situation en est là pour l'instant, mais il faut s'attendre à de nouvelles tentatives d'expulsion avec la rentrée et après les élections territoriales qui ont eu lieu le 11 septembre dans l'île.

La lutte du foyer appartient à la lutte du peuple kanak pour son indépendance contre le racisme et le colonialisme, à ce titre le soutien des révolutionnaires des anti-impérialistes et des démocrates de France doit être développé.

Guy LEBRETON

(*) Les Kanaks : nom du peuple de la Kalédonie.

«A LA FPA DE BAYONNE ON A OSE, ON A VAINCU»

La FPA (formation professionnelle pour adultes) c'est de plus en plus une réserve de chômeurs auxquels on assure une formation au rabais. Ajoutez à cela le système de caserne qui règne dans les centres (pas de liberté d'expression, pas de droit syndical...) les brimades, les bas salaires. Voilà les conditions qui suscitent, toujours plus nombreuses, les luttes des stagiaires, comme en témoigne cet article d'un stagiaire de Bayonne.

En mars 77, nous avons commencé un stage de sellier-maquettiste. Très vite, on s'est rendu compte que la FPA ça n'était pas ce qu'on espérait, car en plus des conditions d'hébergement déplorables, la formation professionnelle elle-même est très insuffisante.

L'atelier n'est pas aménagé complètement ; l'outillage et les matériaux nous manquent, le moniteur, fréquemment absent, nous parait plus apte à être un CRS qu'un formateur compétent. Voilà en gros les conditions qui nous ont fait comprendre que si on ne luttait pas, on allait tout droit à l'échec.

Pour lutter, il faut s'organiser

Notre première préoccupation c'est d'imposer le droit syndical. Donc on décide de monter une section syndicale. Le secrétaire de l'UL-CFDT refuse de nous syndiquer. Par peur de ne pas pouvoir nous contrôler ? C'est vrai qu'au même moment, on fait la grève contre l'augmentation de la cantine dont le gérant est délégué CFDT.

Quant à la CGT, le délégué du personnel du centre s'était plaint à la direction de la maturité d'esprit des stagiaires qui ne se laissent plus houspiller comme avant.

Bref, il ne nous reste plus qu'à compter sur nous-mêmes et sur notre unité pour lutter contre les brimades, les absurdités de la «pédagogie», contre l'exclusion de camarades et par la suite pour exiger une formation valable.

A deux mois de l'examen final (CFPA), notre formation est à peu près nulle (au cours du stage, nous avons eu 5 à 6 remplaçants de métiers différents). On intervient donc auprès du directeur pour qu'il prenne des mesures correspondant à notre situation. Il nous promet que tout sera réglé à notre retour de congé. Dés le retour, le 1er août, rien n'a changé et le directeur est parti en vacances.

Vraiment on se moque de nous ! Nous décidons de passer à l'action pour exiger .

— le remplacement de notre moniteur par un autre plus apte

— la prolongation du stage.

La direction refuse de prolonger le stage, elle nous accorde un moniteur remplaçant mais seulement pour 15 jours, ce qui veut dire pour nous des congés forcés non rémunérés.

Nous adressons aussitôt une pétition à la direction nationale exigeant : le maintien du moniteur remplaçant, la prolongation du stage, le paiement des congés s'il y a lieu.



Tous ces messieurs gardent le silence. Nous lançons un dernier ultimatum à la direction qui refuse. Le 17 août, nous nous mettons en grève et le 18 toute la section monte à Paris pour occuper la direction nationale à Montreuil et séquestrer les directeurs jusqu'à satisfaction des revendications.

Face à l'unité des travailleurs, rien ne résiste

A Montreuil, nous sommes vite reçus par la direction que notre détermination inquiète. Entre temps, nous avons gagné le soutien des employés de bureaux et des délégués syndicaux qui nous encouragent dans notre action. Dans le salon de réunion, tous ces beaux messieurs perdent leur assurance devant les accusations des stagiaires qui fusent de partout.

Au bout de quelques heures de négociation, c'est la victoire. Tous ces directeurs qui, au début, ne pouvaient rien faire, peuvent tout d'un seul coup car ils ont peur de nous, peur de la classe ouvrière unie et résolue dans la lutte : nous obtenons le paiement intégral des congés forcés supplémentaires et prolongation illimitée du stage jusqu'à achèvement du programme.

C'est une grande victoire pour tous les stagiaires . nous avons osé lutter, nous avons vaincu.

C'est une bonne leçon de lutte pour nous, un encouragement pour tous les camarades de Bayonne et de la FPA pour persévérer dans la lutte de classe.

Un stagiaire marxiste-léniniste

Le PCF et la «nouvelle croissance»

UNE THEORIE CAPITALISTE !

Dans un article paru le 5 septembre dans «France Nouvelle» (hebdomadaire central du PCF), Marc Bormann prétend répondre aux critiques sur le «productivisme» dont le PCF est l'objet. Selon ses propres aveux, les propositions du PCF sur l'actualisation du Programme commun se trouvent être particulièrement visées par les adhérents du PCF ! Or, Bormann ne trouve rien d'autre à répondre qu'un *«Programme commun bien actualisé constitue bien la REPONSE DE FOND à la question posée»*.

Quelle est la démarche de Bormann ? Après avoir constaté que *«la pauvreté, ça existe»*, il en déduit que *«le manque d'un certain nombre de choses élémentaires... est à l'origine de besoins bien réels de marchandises qu'il FAUT PRODUIRE»*. En somme, si l'on produisait plus, les pauvres seraient moins pauvres !

Nous disons que les riches vivent avant tout de l'exploitation des pauvres, que la bourgeoisie capitaliste vit sur le dos du prolétariat qui produit toutes les richesses, qu'elle s'accapare le fruit de leur travail. En système capitaliste, plus il y a de production, plus il y a de profits pour les capitalistes sans que, pour autant, cela serve aux exploités.

L'article de Bormann est intitulé : *«Les communistes sont-il productivistes ?»*. Il veut démontrer que la productivité à la sauce révisionniste est différente de celle assaisonnée à la sauce giscardienne. Le fond de son argumentation est basée sur la théorie révisionniste de la *«nouvelle croissance»*. De quoi s'agit-il ?

Il s'agit de créer des *«conditions nouvelles de la productivité et la transformation des rapports de production et de la pratique sociale»*. Avec le Programme commun, ces derniers seraient soi-disant différents : *«Nationalisation d'un certain nombre de secteurs-clés, gestion démocratique, planification démocratique»*.Que de «démocratie» à les en croire ! Or, aucun de ces éléments ne retire en quoi que ce soit la possession des moyens de production des mains des capitalistes.

Non seulement le PCF laisse intacte la toute puissance de l'État des monopoles mais en fait il l'aggrave : *«Lutter pour que l'État bourgeois réalise des nationalisations, c'est demander le renforcement de la machine de répression de la bourgeoisie»* (l'Internationale communiste, 1930).

Quant au «progrès de la productivité», made in PCF, ses «conditions nouvelles» sont résumées en deux paragraphes :

— *1) «Assurer une maitrise démocratique* d'une force productive nouvelle, telle que le nucléaire, en offrant la *«réconciliation de l'homme HORS... et DANS le travail !»* Comment ? Par le *«développement de sa qualification et l'élévation sensible de son niveau culturel... la possibilité réelle ... d'être à l'initiative dans la production...»*. En somme : camarades ouvriers, soyez des exploités qualifiés, cultivés, ayant un «droit de regard» sur la production, et... laissez de côté la lutte de classe ! De Gaulle ne disait pas mieux, avec sa participation !

— 2) Selon les dirigeants révisionnistes PCF-CGT, ceux qui les critiquent *«ignorent le plus souvent ce qui est au cœur de notre analyse de la crise, l'existence des gâchis et plus précisément le caractère monopoliste de ces gâchis»*. Voilà une affirmation qui ne manque pas de sel de la part de ceux qui s'apprêtent précisément à renforcer le caractère monopoliste de la production !

Certes, il y a beaucoup de gaspillage dans le système capitaliste, mais est-ce là l'aspect principal ? Pas du tout ! Ce qui est fondamental, c'est le système qui l'engendre. Et pourtant, c'est contre «le gâchis» que, depuis quelques années, ils essaient de détourner les luttes, dans l'imprimerie notamment, mais pas seulement : Rateau (métallurgie) hier, Montefibre (textile) aujourd'hui, etc.

La théorie révisionniste sur la prétendue *«nouvelle croissance»* est bel et bien une théorie capitaliste. Une «bonne actualisation» du Programme commun, présentée comme la panacée universelle, ne peut que renforcer son caractère réactionnaire.

On ne pourra produire dans l'intérêt des travailleurs que lorsque que ce sera la classe ouvrière qui détiendra entièrement les moyens de production. La condition fondamentale, c'est qu'elle détienne tout l'appareil d'État, car c'est de cela que dépend tout le reste. L'économique ne saurait être indépendant du politique et c'est la politique qui guide tout le reste.

Serge LAFORGE

Les mesures contre les chômeurs

CYNISME ET REPRESSION



Comment peut-on oser parler de faux-chômeurs ?

Ces derniers temps, patronat et gouvernement ont multiplié les déclarations et mesures attaquant les travailleurs contraints au chômage par les capitalistes.

Avec la fable sur les chômeurs milliardaires et «chômeurs-fainéants», les véritables escrocs, eux, font comme les voleurs qui crient au voleur ! Ainsi, Beullac, ministre du «Travail», déclarait, le 25 août, aux patrons de Clermont-Ferrand : *«La majorité gagnera si vous nous aidez à résoudre le problème de l'emploi des jeunes»*.

Comment entend-il le résoudre ? Par exemple, en «offrant» aux jeunes des emplois d'OS ou de manœuvres pour des salaires de misère et, s'ils ne sont pas d'accord... ils seront purement et simplement radiés des listes de demandeurs d'emploi !

Cela n'empêche pas, par ailleurs, le même Beullac, qui est vraiment aux petits soins pour les patrons, d'appeler ceux-ci à déchirer le contrat des travailleurs dont ils voudraient se débarrasser :

«On connait mal la législation sur les licenciements. Il y a plus de possibilités qu'on ne le croit en ce domaine !».

Quant aux employés du ministère, gare à celui qui ne marche pas dans la combine s'il ne veut pas lui-même perdre son emploi : *«J'ai mis sur la touche des membres du ministère qui s'étaient livrés à des excès...»* Par là, Beullac vise notamment des inspecteurs du Travail, qu'il juge non seulement trop conciliants, mais qui — selon lui — *«n'agissent qu'avec une certaine couleur de lunettes»* ! Autrement dit, plus que jamais, les inspecteurs du Travail ne doivent être — aux yeux du gouvernement — qu'une façade démocratique n'ayant, en fait, que le droit de servir les intérêts des patrons.

De nouveaux coups portés aux chômeurs

Le gouvernement a une conception particulièrement «démocratique» de la résorbtion du chômage. Ainsi, le conseil des ministres du 31 août, a entériné des dispositions — déjà examinées lors du conseil du 29 juin — qui sont un nouveau coup porté aux chômeurs. Elles sont au nombre de trois ; les deux premières étant : l'embauche de vacataires (donc temporaires !) à l'ANPE et l'annonce d'offres d'emplois affichés dans un certain nombre de bureaux de poste. Cela pourra servir à essayer de faire avaler l'amère pilule de la troisième : il s'agit en effet d'accroitre la surveillance des dossiers et la sévérité à l'égard des chômeurs. Autrement dit, c'est l'opération *«radiation»* des chômeurs qui s'institutionnalise. Mais elle est en fait l'application concrète de l'opération politique du gouvernement en vue des législatives de 78 pour camoufler l'augmentation du chômage, la hausse des prix... et autres plaies du capitalisme : pour préserver les profits des monopoles.

Serge LAFORGE



Les revirements du PCF

Hiérarchie oui Hiérarchie non

La rentrée syndicale s'est faite cette année plus tôt que d'habitude (échéance électorale oblige) et l'on a assisté dès la fin du mois d'août à une sérieuse controverse sur les problèmes de la hiérarchie, posés dans la foulée de la réactualisation du Programme commun.

C'est une déclaration d'E. Maire au «Monde», le 17 août, qui a lancé le débat. Il y était question surtout de l'emploi : E. Maire reprochait aux partis de l'Union de la gauche de ne pas en parler beaucoup dans leurs discussions (il est vrai qu'à ce niveau, les promesses sont rares et les chiffres bien vagues). Il parlait en termes critiques des conceptions hiérarchiques du PCF et c'est, sur cette question, qu'il y eut ensuite une série de débats, déclarations et discours, desquels il ressortait que PCF et CGT auraient, en matière de hiérarchie, changé de position.

Une politique constante de conquête des cadres

Durant [illegible] du PCF et ceux de la CGT ont été les champions des augmentations en pourcentage et autre échelle mobile. Les grands défenseurs de la hiérarchie, utilisant contre les augmentations uniformes le même genre d'argument dont Charpentié — de la CGC — use ces jours-ci.

Durant des années, ils se sont heurtés, sur ces questions de hiérarchie, à l'hostilité de très nombreux travailleurs, y compris bien sûr, dans leurs propres rangs.



Les occasions n'ont pas manqué de les voir protéger des cadres briseurs de grève, les justifier même, sous prétexte qu'ils pouvaient avoir leur manière à eux de mener la lutte pendant une grève. Ce point de vue est apparu très officiellement, par exemple, au Congrès de la métallurgie CGT, l'an dernier.

Ils ont souvent, sous prétexte d'unité, amené les ouvriers à s'aligner sur les positions des cadres : c'est ainsi, entre autre, qu'ils ont empêché en fin de compte l'occupation d'Usinor-Thionville !

Leur politique de sauvegarde de l'outil de travail relève bien des conceptions des cadres de haut niveau formés pour gérer et faire fructifier le bien le plus précieux dans ce système pourri : le capital !

Mais, seul, le résultat compte : le PCF a, aujourd'hui, une large audience parmi les cadres, et le syndicat des cadres (UICT-CGT) est actuellement le plus puissant dans cette catégorie.

Candidats à la gestion du capitalisme, les dirigeants du PCF et de la CGT défendent une seule hiérarchie : la hiérarchie capitaliste.

Hiérarchie au service de qui ?

Car là est bien la question de fond que pose la hiérarchie : sur quoi est-elle basée, qui sert-elle ?

Nous savons, quant à nous, qu'en système socialiste, il existe encore une hiérarchie (bien sûr réduite). Mais elle est fondée sur des critères, en premier lieu, comme le dévouement, «l'esprit de servir le peuple», la capacité à se faire l'écho des aspirations des masses et à les diriger pour qu'elles traduisent leurs aspirations en actes.

Viennent ensuite les critères de compétences techniques, professionnelles, etc. De plus, cette hiérarchie n'entraine pas de privilèges comme des salaires exhorbitants, par exemple !

En système capitaliste, les cadres sont recrutés pour leurs capacités, à des degrés divers, à faire fructifier le capital, c'est-à-dire à organiser l'exploitation des travailleurs. C'est pour cela qu'ils sont formés ! Il va sans dire que plus l'on s'élève dans la hiérarchie, plus le salaire s'élève, et plus c'est le cas ! Il va sans dire aussi qu'un nombre non négligeable de cadres refuse ce rôle et peut très bien rejoindre les positions de la classe ouvrière pour mener la lutte contre la classe bourgeoise, abattre le système capitaliste et instaurer la dictature du prolétariat.

Ce n'est pas, en tout cas, ce à quoi les appellent les dirigeants du PCF et de la CGT : ils n'ont mené leur politique en direction des cadres que dans la perspective de leur accession au pouvoir et pour s'implanter le plus solidement possible dans l'appareil de gestion de l'économie capitaliste !

C'est une raison du même ordre qui les pousse aujourd'hui, à l'approche de l'échéance électorale, à faire semblant de changer de position : le rejet par les travailleurs de leurs positions trop ouvertement antiouvrières et sa conséquence électorale (les voix qui «s'échappent» sur la «gauche», comme on l'a vu aux dernières municipales) les y incitent, sans aucun doute, sur les questions de hiérarchie comme sur bien d'autres !

Jacques DUROC

Sécurité sociale

«Ça va mieux : encore quelques sacrifices»

Les porte-paroles l'ont annoncé d'une manière triomphale : le budget de la Sécurité sociale est en excédent de 2,6 milliards.

Cela a de quoi étonner si on se souvient que le pouvoir a agité toute l'année dernière l'épouvantail d'un déficit de plus de 12 milliards. N'allait-il pas jusqu'à parler de «faillite» de la Sécurité sociale !? Mais quand on y regarde de plus près, ça n'a rien d'étonnant.

Les cotisations ont été augmentées de 1,4 % dans le cadre du plan Barre soit 7 milliards de recettes supplémentaires, sur le dos des travailleurs. La diminution de leur pouvoir d'achat, le chômage les a de plus en plus contraints à ne plus acheter les médicaments dont ils ont besoin et à retarder au maximum le moment d'aller consulter le médecin quand ils tombent malade. On comprend que les caisses de la Sécurité sociale se soient donc remplies considérablement à leurs dépens.



Chantage à la santé

Le fait que les travailleurs déboursent devantage pour se soigner alors que la quantité et la qualité des soins rétrécissent comme peau de chagrin, n'explique cependant pas ce budget en excédent. Depuis des années, le pouvoir manœuvre à sa guise faisant apparaitre ou disparaître à volonté le fameux «déficit» chronique dont on parle tant. S'il a décidé cette année d'annoncer un excédent et fait mine d'en voir la cause dans le «sens civique» des travailleurs c'est par tactique.

En période électorale un excédent se porte mieux qu'un déficit. En même temps, cela lui permet de faire croire que ce sont réellement les travailleurs qui seraient responsables de l'équilibre du budget. Et de faire à nouveau pression : *«Continuez vos efforts, sinon la situation va se détériorer ; la Sécurité sociale risque de se trouver en déficit de 4,8 milliards en 78».*

Nouvelle atteinte au pouvoir d'achat

Son but est de faire accepter sans remous une mesure sur laquelle le pouvoir se montre étonnamment discret : à partir du 1er octobre, 6969 méuicaments ne seront plus remboursés qu'à 40 %. Le pouvoir les baptise d'une manière scandaleuse médicaments «de confort». Qu'on en juge ! Leur liste comporte les vitamines, les levures prescrites avec les antibiotiques, les médicaments pour la vésicule biliaire très largement prescrits, les médicaments contre l'anémie indispensables à de nombreux convalescents et malades, etc.

Jean NESTOR



Opération publicitaire

Les mass-media se sont étendues à loisir sur l'augmentation décidée par le Conseil des ministres pour l'allocation de rentrée scolaire. Celle-ci va passer de 154 à 454 F pour les enfants entre 6 et 16 ans. En fait, cette allocation ne suffit pas à couvrir les dépenses de rentrée. Le plafond de revenus très bas fixé à 3 200 F fait que beaucoup de familles ne vont pas en bénéficier.

Enfin, ces allocations seront prélevées dans les caisses d'allocations familiales. Au lieu de réévaluer convenablement celles-ci, dont le pouvoir d'achat diminue sans cesse avec l'augmentation du coût de la vie, le gouvernement puise dans les caisses pour se donner des airs de générosité à peu de frais. En fait, il ne donne d'une main qu'une partie de ce qu'il a retiré de l'autre.

En bref

Sans gravité...

Un accident s'est récemment produit à l'usine Grosse Montagne de Calais qui utilise un produit à base de zinc destiné à la fabrication de teinture : fuite dans une cuve.

Résultat ! Un nuage toxique s'est répandu au-dessus du quartier du petit Gourgain flétrissant fleurs, plantes, légumes et autres cultures qui sont devenus blanchâtres et fanés. Plusieurs personnes ont eu de légers malaises. Pour le directeur de l'usine, c'est tout simplement un «incident sans gravité».

Magasin policier

Mlle Michalon, qui faisait ses courses dans un grand magasin de Lyon, le «Jelmoli» a été interpellée par un couple d'inspecteurs privés qui l'ont trouvée «suspecte». Amenée dans un local elle a été contrainte de se déshabiller complètement, de laisser fouiller ses papiers personnels et ses paquets. Relâchée au bout d'une heure, elle a refusé les «dédommagements» que lui offrait le directeur et a porté plainte. De telles pratiques, en effet, outre qu'elles sont intolérables sont illégales.

«Libre entreprise»

Aucune des 1 500 pharmacies de Paris n'assure plus la garde de nuit. Entre deux heures et six heures du matin, on ne peut trouver de médicaments qu'à la pharmacie centrale de l'Assistance publique, rue du Fer à Moulin... ou alors il faut se faire hospitaliser.

La grande presse en a pris prétexte pour relancer la campagne sur l'insécurité. En fait, c'est la faible rentabilité des gardes de nuit qui est principalement mise en cause par les syndicats de pharmaciens eux-mêmes. Et vive la libre-entreprise ! Si vous n'êtes pas rentables, pourquoi voulez-vous être soignés ?



Profiter d'abord

La Hague seule usine de retraitement de combustibles irradiés à fonctionner dans le monde est en passe de faire du Cotentin une poubelle nucléaire.

Les risques très importants et qui sont en bonne part à l'origine de ce monopole dont jouit le pouvoir ont été dénoncés par les travailleurs de l'usine eux-mêmes. Loin de faire preuve de quelque prudence, la COGEMA, société gestionnaire, met les bouchées doubles avec la bénédiction du pouvoir.

Elle vient de passer des contrats fabuleux avec le Japon et espère ainsi pouvoir rapidement agrandir l'usine.



Après Malville

«Un mois s'est écoulé depuis que Vital Michalon est tombé et que des hommes ont été mutilés. Nous ne voulons pas que cette mort et ces blessures soient vaines... Et désormais, tous nos efforts seront consacrés à ce que soit établie et connue la vérité».

C'est en ces termes que la famille de Vital Michalon a fait connaître qu'elle s'était portée partie civile de même que déjà Michel Grandjean et Monfred Schulte, deux des mutilés de Malville.

Quartier du Marais-Paris

LES HABITANTS TIENNENT BON

Depuis des années les habitants de l'îlot Saint-Paul se battent dans ce quartier de Paris pour le maintien dans les lieux et le droit au logement décent. Il y a six mois cinq familles de mal-logés sont venues leur prêter main-forte en occupant des logements vides.

Cela représentait un précédent dangereux pour les sociétés immobilières qui font des profits fabuleux en se livrant à une rénovation de luxe après avoir expulsé les modestes habitants du quartier. Pensez donc ! Quel mauvais exemple pour les 7 000 mal-logés du Marais alors qu'il y a près de 5 000 logements vides. La RIVP Régie immobilière de la ville de Paris, société mixte liée aux banques de Suez et de Paribas, s'est alors renforcée par tous les moyens de déloger les occupants : menaces, intimidation, interventions de la police, jugement du tribunal ordonnant l'expulsion. Mais tous ces efforts étaient restés vains face à leur vigilance et au large soutien dont ils bénéficiaient de la part des habitants du quartier.

Un coup bien monté

Lundi 29 août, une délégation de l'Intercomité du Marais devait être reçue à 10 h par Bourgines, adjoint au maire qui s'était engagé publiquement en juin à ce que toutes les familles occupantes soient au moins relogées dans le quartier. D'autre part, un procès en référé devait avoir lieu le lendemain au tribunal de Paris à la demande d'une locataire contre la RIVP.

C'est le moment qu'ont choisi les autorités. D'importantes forces de police se sont massées à distance de l'îlot pour ne pas donner l'éveil: A 8 h du matin, près de 300 CRS ont bouclé le quartier en interdisant complètement l'accès.

Violence à visage découvert

Les policiers ont obligé les habitants dont 21 enfants à sortir. Ils ont arraché aux parents leurs enfants dont plusieurs ont été enfermés dans des cars spécialement aménagés sous la garde de femmes policiers. Les affaires ont été déménagées pour obliger les familles à partir dans des cités de transit, ce que deux d'entre elles ont pourtant osé refuser.

Pendant ce temps, les casseurs de la RIVP saccageaient les logements de façon à les rendre inhabitables brisant tout sur les passage (baignoires, cheminées, lavabos, etc.). Ils ont même dévasté les logements vides dans tout le quartier pour les rendre invivables aux locataires obligés d'habiter dans les décombres.

«Maintenant, il vous faudra un casque pour rentrer chez vous», a dit cyniquement un policier à un vieil homme obligé désormais de passer sous une grande pancarte : «Chantier interdit au public». Et pourtant, la «justice» n'a pas encore tranché en ce qui concerne les locataires. C'est dire le peu de crédit qu'on doit faire à notre soi-disant démocratie.

La lutte continue

Dès le lendemain, l'Intercomité du Marais mobilisait les habitants et ceux qui les soutiennent pour une riposte de masse. Mardi 6, un millier de personnes ont manifesté pour exiger le relogement immédiat dans le quartier de deux familles qui ont refusé d'être transférés de force, l'arrêt des expulsions et des opérations de rénovation lourde en cours, la réfection des immeubles permettant aux habitants le maintien dans les lieux. Les 17, 18 et 21 septembre, l'Intercomité du Marais appelle à un référendum pour la «refection légère — Rénovation populaire».

Jean NESTOR

Note de la rédaction : Un tract de soutien du Parti communiste marxiste-léniniste de France a été distribué à la manifestation, signé du Comité de Parti Eugène Varlin (Paris).



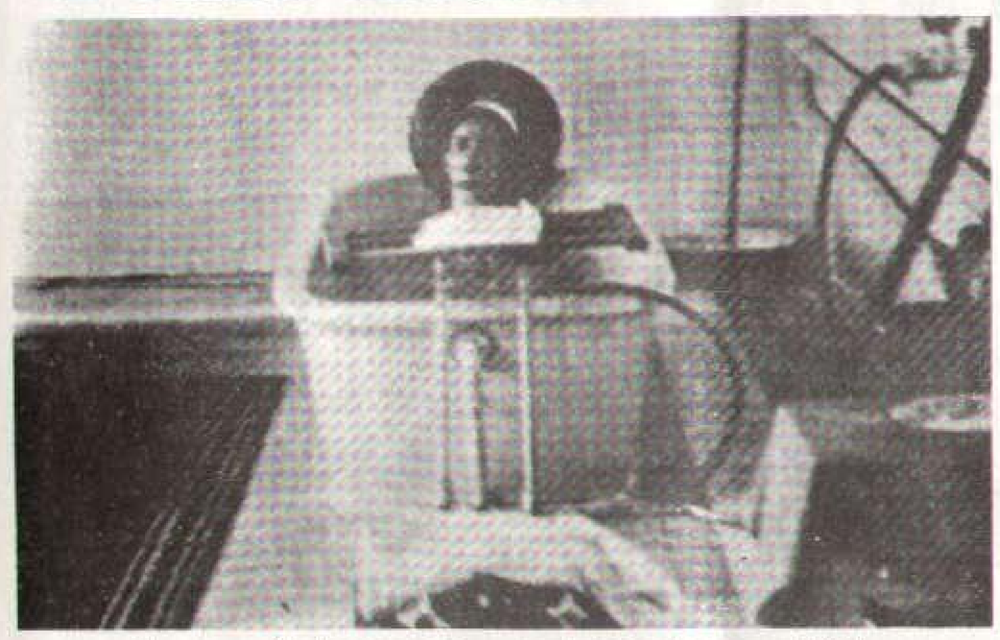
Au début de la manifestation, les élus du PCF...

Un peu plus tard, ils se rapprochent de la tête...

Ça y est, ils sont arrivés à prendre la tête du cortège.

Congrès mondial des psychiatres à Honolulu

L'URSS accusée



Une séance d'hydrothérapie dans une prison psychiatrique en URSS.

L'usage de la psychiatrie à des fins politiques vient d'être condamné. Cette condamnation dans laquelle l'URSS est nommément citée, est le fait du très officiel Congrès de l'Association mondial de psychiatrie. Et pourtant sur plus de 3000 participants, seuls 200 psychiatres triés sur le volet participaient au vôte.

Dans de plus en plus de pays, la psychiatrie est utilisée ouvertement contre les prisonniers politiques, y compris en Europe où des méthodes dites de privation sensorielle sont destinées à affaiblir la vigilance et la maîtrise de soi et peuvent aller jusqu'à provoquer des troubles hallucinatoires.

En Amérique latine, des psychiatres servent de conseillers aux tortionnaires et les aident à trouver des formes de torture de plus en plus raffinées.

En Afrique du Sud, les patriotes sont soumis à des «traitements psychiatriques» dans les camps de concentration. Mais c'est en URSS que cet usage de la psychiatrie est le plus systématique.

De nombreuses dénonciations

En 1971, le «dissident» Vladimir Boukowski le faisait savoir très largement en écrivant son livre «Une nouvelle maladie mentale en URSS : l'opposition», à la suite de quoi il était condamné à 7 ans d'emprisonnement. Le psychiatre, Sémion Glouzman, emprisonné en 1972 après avoir refusé de travailler à l'hôpital psychiatrique de Dniepropétrovsk, publiait ensuite un «guide» à l'usage des dissidents menacés d'internement.

Depuis, de nombreux témoignages ont mis la psychiatrie soviétique en accusation, le dernier en date étant celui de Plioutch. Ce combat opiniâtre des dissidents soviétiques a porté ses fruits et a obligé les psychiatres des différents pays à prendre position.

Des résolutions importantes

Après une lutte acharnée et en dépit des manœuvres des représentants soviétiques, le Congrès a voté une motion condamnant les «abus à des fins politiques» dans laquelle l'URSS est nommément désignée. Il a également adopté la «Déclaration d'Hawaï» qui condamne d'une manière plus générale les abus en psychiatrie déclarant : *«Aucun traitement ne devrait être mis en œuvre contre la volonté propre du sujet ou indépendamment de celle-ci»* et *«le psychiatre ne doit pas participer à un traitement psychiatrique imposé en l'absence d'une maladie psychiatrique»*.

Certes, il ne s'agit là que de textes et de résolutions mais ils seront sans nul doute une référence utile pour tous ceux qui luttent contre l'utilisation de la psychiatrie à des fins répressives.

Jean NESTOR

Nous avons demandé à un psychiatre progressiste ce qu'il pensait du Congrès.

La grande presse a surtout parlé de la condamnation de l'URSS et de la répression psychiatrique directement politique. Certes, c'est très important. En France même, la législation, qui date de 1838, est particulièrement réactionnaire puisqu'elle permet aux préfets de faire interner ceux qu'ils pensent «susceptibles» de troubler la «sécurité publique». Il y a eu plusieurs cas récents d'internements «politiques». Eric Burmann, Serbonnet, etc. et les autorités ont cherché à faire paraître des prisonniers politiques devant des experts psychiatres. Mais en fait l'usage de la psychiatrie à des fins répressives est beaucoup plus vaste. De plus en plus, tous ceux qui «dérangent», dont le comportement questionne l'ordre social actuel et le met en cause ont affaire à la psychiatrie.

Un certain nombre, en grande majorité des ouvriers et des petits employés sont enfermés dans des hôpitaux psychiatriques et soumis à des drogues abrutissantes. Sans parler de la «psychiatrisation» massive des conflits de tous ordres par les tranquillisants dès que les gens ont des «problèmes». La «déclaration d'Hawaï» constitue, sur ce plan, une déclaration de bonnes intentions. Mais les soignants et les groupes tel que le GIA (Groupe d'informations sur les asiles) qui luttent contre le détournement de la psychiatrie à des fins répressives ont appris à se méfier des intentions affichées. Là encore, ce sont les faits qui compteront.

Fête de l'«Humanité»

La plus grande foire commerciale de France

Une fois de plus, des milliers de personnes se sont pressées à la fête du quotidien du PCF. Fête ou foire ?

A coup sûr, si l'on s'en tient aux faits, nul ne peut sérieusement contester que ce rassemblement est d'abord une foire à pognon. A longueur de journée, le matraquage publicitaire, digne des grandes surfaces, agresse les visiteurs. Depuis Conforama (les prix les plus bas, parait-il !), la BNP, Coca-cola (tout va mieux avec, disait la banderole) jusqu'aux fusils, carabines et munitions russes en passant par les traditionnels pastis Duval et Ricard, toutes les branches du commerce y sont omniprésentes, leurs banderoles président même aux tribunes (Ricard, par exemple) ; c'est la foire aux capitalistes bon teint, gros et petits, et les entreprises, propriétés du PCF, n'y sont pas les dernières, bien entendu (Éditions Vaillant, par exemple).

C'est peut-être pour donner un avant-goût de ce que Marchais et consorts développeront comme effort pour relancer la consommation s'ils arrivent au pouvoir ?

En tout cas, certains travailleurs sont restés «baba» devant la publicité pour les maisons individuelles de 160 000 à 350 000 F, les bouteilles d'eau minérale à 5 F, le couscous à 25 ou 30 F ; d'autres, tel cet ouvrier de Bendix, habitant la région, constataient que la RATP s'était mise en quatre pour assurer un service rapide et fréquent à partir de Paris, alors que, d'habitude, pour aller ou revenir du boulot, il faut attendre près d'une demi-heure.

Après cela, les dirigeants du PCF peuvent se permettre de vanter la «baisse» du prix de la vignette de 12 à 10 F entre 76 et 77, mais diront-ils que les stands «politiques» «invités» doivent payer leur place ? Nous nous sommes laissés dire qu'un petit stand coûte environ 5 000 F pour deux jours, prix qui peut baisser de moitié pour «aider» l'organisation «invitée» ; quel culot !

Le commerce avant tout

Quant aux mots d'ordre et panneaux politiques, ils vont tout à fait bien dans ce décor marchand, où K. Marx est transformé en figurine ridicule qu'on peut acheter pour 20 ou 10 F ; la plupart sont à la gloire de l'économie nationale, pour la défense du Concorde, de la machine-outil, encore des intérêts économiques à défendre mais ceux du capital, pas ceux de la classe ouvrière. «On ne peut pas y faire un pas sans être accroché pour adhérer, pour acheter, pour consommer» disait un jeune à la sortie ; c'est assez bien résumer l'image de cette foire où les milliers de visiteurs sont considérés comme une clientèle électorale pour les uns, consommateurs pour les autres.

Guy LEBRETON

Un symbole, au stand poterie un vase ordinaire vendu 1 000 F

UNE BONNE INITIATIVE



20 000 tracts diffusés, souvent lus avec intérêt

Sur les chemins qui conduisent à la fête, de nombreux bombages, ainsi que des papillons en forme de bulles, dans lesquelles on peut lire : «Les patrons de gauche, Marchais, Ricard, Trigano vous invitent à la fête» et collées sur les affiches reproduisant les dessins de Wolinski, sont signés du Parti communiste marxiste-léniniste de France ou de l'Humanité rouge.

Ce samedi en effet, quelques dizaines de militants marxistes-léninistes locaux, plusieurs heures durant, sont venus diffuser notre presse et le tract national «Appel à Gemenos» destinés aux électeurs de l'Union de la gauche, à proximité de l'entrée du parc de la Courneuve. Plus de 20 000 tracts diffusés, une trentaine de bimensuels vendus, de nombreuses et instructives discussions, de courtes interventions préparées à l'avance et diffusées par mégaphone tout au long de l'action, tel est le bilan positif de cette iniative. S'adresser de manière fraternelle à la masse des travailleurs trompés par Marchais, Mitterrand et Fabre, pour combattre fermement mais sans impatience les illusions qu'ils conservent, tel fut l'objectif et il fut rempli.

G.L.



Rencontre avec deux championnes de France d'aviron

Il ne se passe pas de jour sans que la radio, la télé et une certaine presse ne vantent les «exploits» des professionnels du sport qui gagnent souvent plus en un seul match que gagnera un ouvrier après un mois ou même une année de travail. Le tapage fait autour de ces «héros» des temps modernes, de ces idoles en carton pâte, est tel que l'on a souvent tendance à oublier que ceux-ci ne représentent qu'une infime minorité des sportifs.

Pourtant nombreux sont ceux qui vont s'entrainer après leurs heures de travail et qui pratiquent un sport en respectant le principe «amitié d'abord et compétition ensuite»! De ceux là personne ne parle ! Personne ? Non, pas tout à fait, car nous tenions, en publiant l'interview de deux championnes de France d'aviron, à faire exception.



HR : Vous venez de remporter une médaille d'or aux championnats de France d'aviron 77 dans la catégorie «élite». Tout d'abord, question rituelle, quelles sont vos premières impressions ?

D : Nous sommes évidemment très contentes d'avoir remporté ces championnats. C'est la deuxième fois que nous remportons une telle médaille. La première fois, nous devons avouer que ce succès nous avait un peu grisées. Nous avions cru que «nous étions arrivées» et que toutes les portes allaient s'ouvrir devant nous, aussi bien dans la vie sportive que dans la vie civile. Inutile de dire que nous avons dû déchanter rapidement ! Aussi, cette fois, pas question pour nous de laisser l'imagination galoper !

HR : L'aviron a une réputation aristocratique bien établie. Pour beaucoup l'aviron est un sport de riches. Pensez-vous que cette réputation soit justifiée ?

D : L'aviron n'a, en tant que tel, rien d'aristocratique. C'est un sport comme un autre qui nécessite un plan d'eau correct et un minimum de matériel. C'est vrai que ce matériel coûte cher. Par exemple, un «quatre barré» coûte environ 2 millions 500 000 AF. Un «skiff» vaut entre 6000 et 8000 nouveaux francs.

Mais dans notre club, nous nous débrouillons pour réduire les cotisations au maximum et rendre ce sport accessible à toutes les bourses.



Une jeune rameuse

M : Il faut dire que ce n'est pas le cas de tous les clubs. Certains fixent volontairement des cotisations très élevées et, de fait, l'aviron est alors réservé aux fils à papa et à une certaine aristocratie. Pour ces clubs, l'aviron n'a pas à être un sport de masse ! C'est incroyable mais c'est comme ça !

HR : Chacun a pu constater, notamment à l'occasion du tour de France, que tous les projecteurs sont braqués sur les sports qu'exercent des professionnels. Pensez-vous que l'amateurisme soit une notion dépassée ?

M : Il faut d'abord savoir pourquoi on pratique un sport. Si on le pratique pour son plaisir, pour connaître ses limites et pour essayer de les faire reculer le plus possible, l'amateurisme est la seule solution. Un sportif digne de ce nom ne peut pas accepter d'être considéré comme une bête de foire

→

SPORT

Rencontre avec deux championnes de France d'aviron

que l'on achète et que l'on vend selon les cours des marchés.

HR : Périodiquement, la presse sportive publie des titres tapageurs sur tel ou tel sportif dont les contrôles antidoping se sont révélés positifs. A votre avis, est-ce que le doping est conciliable avec le sport ?

D : Il faut bien définir ce qu'est le doping. Se doper, c'est avaler des médicaments pour «gonfler» les résultats. Ce n'est donc pas très honnête tant vis-à-vis de soi-même (c'est se valoriser artificiellement) que vis-à-vis des autres qui comptent uniquement sur leurs propres forces.

M : Au niveau national et international, beaucoup de sportifs se dopent. Les plus célèbres pour cela sont peut-être les Allemands de l'Est qui tiennent une super-forme toute l'année alors que, physiologiquement, la «forme» s'acquiert et se développe tout au long de la saison d'entraînement. En France, la radio, la télé et certains journaux présentent tellement les professionnels comme des «vedettes», des «idoles» qu'on peut dire que la pratique du doping est encouragée en haut lieu ; ce n'est pas de véritables sportifs dont on a besoin dans le système actuel, c'est de machines à ramasser des médailles. Et pour cela, tous les moyens sont bons !

Bien sûr, tous les sportifs qui font de la haute compétition ne se dopent pas ! Mais il y a quand même de quoi s'inquiéter lorsqu'on voit bon nombre de titulaires de l'équipe de France déballer des sachets entiers de médicaments au cours des repas et préparer de savantes petites mixtures.

D : On ne peut pas en vouloir individuellement aux sportifs, souvent des jeunes, car certains entraîneurs peu scrupuleux leur font miroiter à tout bout de champ des places sur le podium, même lorsqu'ils savent pertinemment que ce ne sera pas le cas. Pris dans cette ambiance délirante, certains jeunes marchent dans la combine et prennent ce que tout le monde appelle très pudiquement des «reconstituants». Après, c'est le cercle vicieux !

M : Là encore, il faut préciser que ce n'est pas le cas de tous les entraîneurs. On peut même dire que la majorité d'entre eux refusent le doping. Mais à tous les niveaux (au niveau de l'équipe de France notamment) il faut être conscient que tolérer de tels procédés, c'est déjà les admettre et les admettre c'est finalement les encourager !

D : Certains dirigeants sont d'ailleurs tellement englués dans cet esprit qu'ils ne voient et ne pensent plus que par le doping. Le doping explique pour eux tout ce qui leur paraît anormal. Par exemple, la première fois que nous avons remporté les championnats de France, nous avons battu les titulaires de l'équipe de France. Nous représentions un petit club de province aux moyens limités et nous permettions de battre la crème !

Cela leur a paru tellement inconcevable qu'ils nous ont obligées à subir un contrôle antidoping. Nous avons été les seules à subir ce contrôle, ce qui était pour le moins humiliant ! Bien sûr, ce contrôle est revenu négatif mais cela ne les a pas convaincus; ils ont alors expliqué notre performance par un «accident», par un «coup de chance». C'était tellement un coup de chance que nous avons remporté une nouvelle médaille cette année !

HR : A votre avis faut-il placer le sport au-dessus de tout ?

M : Placer le sport au-dessus de tout, cela veut dire concrètement ne pas avoir de but plus important dans la vie que de pratiquer le sport. En fait, c'est tout sacrifier pour lui et ne faire plus que cela. C'est franchement débile ! C'est même insultant pour les sportifs car ceux qui propagent de telles idées considèrent, même s'ils s'en défendent, que les athlètes ne sont bons qu'à s'entraîner à longueur d'année, sans prendre conscience des problèmes posés par notre société dans la vie de tous les jours. Pour ces gens, un bon sportif est un sportif qui a le cerveau musclé !

HR : Pour conclure, comment envisagez-vous la poursuite de votre carrière sportive ?

D : Nous avons la ferme intention de continuer à ramer en appliquant le principe «amitié d'abord, compétion ensuite». De toute façon, nous ne nous faisons pas d'illusions sur la poursuite de notre «carrière». En effet, si on ne nous a pas fait faire de sélections pour les courses internationales, ce n'est pas un oubli ! Comme nous ne mangeons pas dans la main de certains entraîneurs nationaux, nous n'avons pratiquement aucune chance d'être sélectionnées dans l'équipe de France. C'est dommage car ces courses nous auraient intéressées ; pas pour la gloriole et pour les titres, mais pour les expériences que nous aurions eu l'occasion de faire !

— M : Nous allons continuer à ramer sans tout sacrifier au sport car nous tenons avant tout à mener une vie équilibrée. Pour nous, le but du sport, c'est précisément cela !

Correspondant HR Annecy

Biologie

DE RECENTS PROGRES DANS LA RECHERCHE EN CHINE

L'Agence Chine Nouvelle publiait, il y a quelques jours, un article qui faisait état des travaux et succès obtenus, dans leurs recherches communes, par le biologiste chinois, Tong Ti-tcheou et son équipe d'une part, et le biologiste américain, d'origine chinoise, Man Kiang-niu, professeur à l'Université de Temple, et sa femme d'autre part.

Depuis quelques années, grâce à la biologie moléculaire (1), la génétique (2) a fait d'importants progrès. Notamment pour ce qui concerne la transmission des caractères héréditaires dans les espèces animales, comme végétales, et l'évolution des espèces.

De récentes découvertes ont permis de connaître assez précisément le taux de variation héréditaire dans différentes populations, c'est-à-dire le potentiel de modification susceptible d'intervenir dans la descendance des espèces des individus qui les composent.

En effet, depuis des millénaires, les espèces animales et végétales se modifient dans leurs caractéristiques morphologiques et de tous ordres. Par exemple, depuis l'australopithèque, ancêtre de l'homme d'aujourd'hui, et qui vivait il y a environ 3 millions d'années, la capacité moyenne de la boite crânienne a évolué de 700 cm3 à 1 450 cm3, ou encore l'ancêtre du cheval n'était pas plus grand qu'un chien.

C'est ce processus que Darwin (3) avait défini sous le terme de sélection naturelle. Or, les connaissances actuelles permettent de vérifier et de connaître l'existence de la variation héréditaire chez les individus, base sur laquelle la sélection naturelle s'opère, en favorisant le développement des variations utiles, adaptées aux conditions de vie et en éliminant celles qui sont nuisibles ou moins utiles. Tout le monde sait, par exemple, que l'emploi massif d'insecticides a provoqué, peu à peu, l'évolution de certaines espèces d'insectes qui résistent à ces produits, leur capital génétique a vu progressivement s'éliminer ou régresser les gènes (4) qui les rendaient vulnérables.

Avant même de connaître matériellement l'existence des taux de variation génétique, l'homme est intervenu pour modifier l'évolution de certaines espèces animales ou végétales ; par les croisements notamment (ou hybridation) entre deux espèces pour obtenir des qualités ou rendements meilleurs en agriculture et pour l'élevage. L'hybridation provoquée, artificielle, est une pratique ancienne. Cependant, bien souvent, surtout entre espèces éloignées, il arrive que la descendance ne puisse se reproduire, et donc que les caractéristiques de l'hybride ne se transmettent pas.

Les chercheurs chinois et leurs collègues américains ont expérimenté une nouvelle méthode qui consiste à inoculer de l'ARN (5) d'une espèce dans un œuf fécondé d'une autre espèce. Les cobayes chinois furent des œufs de poisson rouge et de l'ARN de carassin, de carpe et de triton ; c'est-à-dire des espèces respectivement semblables, différentes mais proches et enfin très éloignées puisque le triton est un amphibien supérieur au poisson rouge.

Dans les trois cas, les pourcentages de poissons rouges issus de ces œufs, ainsi que leur progéniture présentant certaines caractéristiques d'autres espèces furent notables, de 20 % à 1 % dans les deux derniers exemples notamment (comme l'hybridation classique).

Ces résultats mettent en lumière le rôle inducteur de l'ARN dans le développement de l'hérédité.

Ils permettront des progrès probablement en agronomie et en médecine, et ils prouvent également que la transmission des caractères héréditaires n'est pas déterminée par le seul noyau (6) de la cellule vivante, comme on le pensait généralement, mais que le cytoplasme (6) en relation avec le noyau joue également un rôle.

Guy LE BRETON

(1) Etude des structures moléculaires et atomiques qui composent la matière vivante.

(2) Génétique : science de l'hérédité.

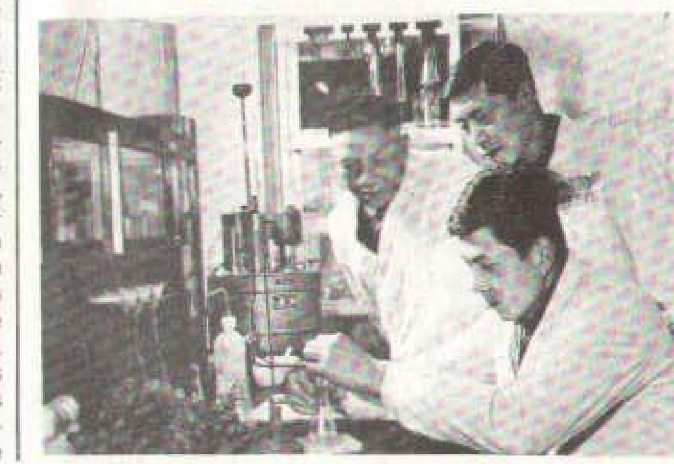
(3) Darwin : biologiste anglais du 19e siècle, a donné naissance à la théorie de l'évolutionnisme (darwinisme).

(4) Gènes : éléments constitutifs des chromosomes, déterminant les caractères héréditaires.

(5) ARN : acide ribo-nucléique, il en existe plusieurs sortes dans le cytoplasme des cellules, actif dans la synthèse des protéines.

(6) noyau-cytoplasme : la plus petite unité de matière vivante est une cellule. On y distingue en gros deux parties : le noyau où se trouvent les chromosomes et le cytoplasme qui emplit tout le volume de la cellule.

Des chercheurs chinois au travail.



VIENT DE PARAITRE
AUX EDITIONS DU CENTENAIRE
TRADUIT DU CHINOIS

ECONOMIE RURALE EN CHINE

De la réforme agraire aux communes populaires

220 pages – 17 francs

PASSEZ VOS COMMANDES AUX EDITIONS DU CENTENAIRE
24, RUE PHILIPPE-DE-GIRARD
75010 PARIS, TEL : 202 87 05

En vente dans toutes les bonnes librairies dont :

Les Herbes sauvages
70, rue de Belleville, 75020 Paris

La Force du livre
33, rue René-Leynaud, 65001 Lyon

DEMANDE DE CONTACT

– Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme ;

– Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique Parti marxiste-léniniste unique ;

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité Rouge peut me joindre à l'adresse suivante :

Nom ....
Prénom ....
Adresse ....
Signature ....

Vient de paraitre



Passez vos commandes à
l'APN-EDITIONS
BP 279-75866 PARIS
CEDEX 18-TEL : 202 18 29

ABONNEMENTS A L'HUMANITE ROUGE

QUOTIDIEN	Pli ouvert (sous bande)	Pli fermé (sous enveloppe)
1 mois	20 F	44 F
3 mois	60 F	132 F
6 mois	120 F	264 F
Soutien	150 F	300 F
QUOTIDIEN AVEC SUPPLEMENT BIMENSUEL		
1 mois	26 F	54 F
3 mois	78 F	164 F
6 mois	156 F	368 F
Soutien	200 F	400 F



les lecteurs ont la parole

«Je vous envoie un chèque de 100 F. Ce n'est pas beaucoup mais je suis surveillant et nous vivons à deux avec mon salaire. Je voudrais aussi vous encourager pour le travail que vous faites et vous féliciter pour les progrès du bimensuel. Je trouve que c'est un excellent journal qui répond pleinement aux questions qu'on peut se poser face aux événements.

»Une critique qui vous a déjà été faite et que je reprends : souvent, la couverture titre sur un événement, on attend un dossier ou un article plus important dans le journal et on est parfois un peu déçu, comme dans le dernier numéro sur la Corse.

»Mais, en général, les gars que je connais qui lisent le bimensuel sont très intéressés».

«... Le bimensuel répond à bien des questions que se pose le lecteur face aux informations que donnent la presse, la radio et la télé et permet d'élucider bien des points obscurs. (...)

»Cependant, il m'est arrivé de ne pas trouver dans le bimensuel un éclaircissement sur tel événement et cela est bien compréhensible.

»Je me suis demandé si votre courrier des lecteurs ne pourrait pas accueillir certaines questions concernant soit l'information, soit un problème idéologique».

(Paris 19e)

Nous allons, dès ce numéro, essayer de faire du courrier, un moyen de répondre à certaines questions de nos lecteurs, de compléter ou corriger certains articles. Bien sûr, cela ne pourra remplacer un article.

De même, un article de notre bimensuel ne peut remplacer un plus long exposé sur une question (la Corse par exemple) qui trouvera sa place dans la revue «Prolétariat» qui sortira bientôt, comme nous l'avons annoncé, et traitera de manière plus approfondie certaines questions.

Beaucoup de lecteurs demandent aussi des précisions ou formulent critiques sur les articles concernant la Corse :

– que signifie «le droit d'un peuple à disposer de lui-même ?

– quelle est notre position par rapport aux différentes organisations corses ?

– avons-nous fait une analyse assez précise de la réalité économique, culturelle, politique de cette île ?

Notre revue «Prolétariat» traitera plus à fond de cette question corse. Nous, aussi, nous en reparlerons.

Toutefois, il faut bien voir que notre analyse se précise au fil des événements et que notre étude s'approfondit peu à peu, nous avons encore des choses à clarifier.

Ce qui est sûr, c'est notre attachement de marxistes-léninistes au principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, que nous avons eu l'occasion d'expliquer dans nos colonnes. Pour l'instant, nous en sommes là.

60 MILLIONS AVANT LE 31 DECEMBRE 77 !

Les listes de la souscription permanente sont ouvertes

N'attendez pas pour faire parvenir dès maintenant les sommes collectées

FETE POPULAIRE DE L'ESSONNE

dimanche 18 septembre au centre culturel de Brétigny

8H30 TOURNOI D'AMITIE DE FOOTBALL

12 H GRAND REPAS CHAMPETRE

14 H ouverture de la FETE : jeux, stands, forums, films, musique, spectacles,...

MOUN'KIKA et TRISA	SOURDELINE	DJURDJURA
chansons antillaises	folklore de France	chants de Kabylie

avec la participation : des révolutionnaires turcs (ATÖDRLIK); du Parti Communiste Marxiste-Léniniste d'Argentine; du Groupe d'Intervention Indien; de l'Association Médicale Franco-Palestinienne; du Comité anti-nucléaire de Corbeil; des résidents de la SONACOTRA; etc...

20 H remise des coupes du tournoi de foot
REPAS – BAL POPULAIRE

ENTREE ET CRECHE GRATUITES
achetez notre BON DE SOUTIEN (10F minimum), donnant droit à un repas et la gratuité de tous les spectacles.

Organisée par **l'Humanité Rouge**



A l'occasion du 1er anniversaire du décès du président Mao, nous publions un de ses poèmes écrit dans les monts Tsingkiang.

Les monts Tsinkiang furent le théâtre d'une des plus belles pages de la révolution chinoise, en octobre 1927.

Après le déclenchement de l'insurrection de la Moisson d'automne, les détachements insurrectionnels conduits par Mao Tsé-toung arrivent dans les monts Tsingkiang. Pour la première fois, en Chine, un pouvoir rouge allait exister.

En mai 1965, 38 ans après ce grand épisode Mao Tsé-toung y retourne. Comme en 1927, il est confiant. «Pourvu qu'on ose escalader la cime», c'est-à-dire qu'on ose affronter les difficultés, la victoire est certaine. C'est sur ce thème qu'il compose ce poème.

Depuis longtemps j'aspire à toucher aux nuages,
Je gravis le Tsingkiang une nouvelle fois,
De loin je viens rejoindre un secteur d'autrefois.
Son vieil aspect se change en un jeune visage,
Partout chants de loriots, tournoiements d'hirondelles,
De même en murmurant coulent les cascatelles(1)
La route monte et dans les cieux s'engage
Par-delà Houangyangkie (2), une fois à l'écart,
Aucun point périlleux ne vaut plus un regard.

Grondement des vents et tonnerres,
Elans des drapeaux, des bannières,
Voilà le monde des humains.
Mais déjà trente-huit ans s'en vont de la durée,
Simple chiquenaude aux doigts de nos mains.
On peut cueillir la lune en haut de l'empyrée (3)
Et prendre la tortue au-dessous des cinq mers,
Le retour triomphal de rire et chant s'anime.
Rien d'impossible au sein de l'univers,
Pourvu qu'on ose escalader la cime.

(1) Cascatelle : petite cascade.
(2) Houangyangkie : poste d'observation important pour la défense de la base révolutionnaire.
(3) Empyrée : le firmament.